

CONSEIL COMMUNAL DU LUNDI 17 FÉVRIER 2025

Présents: **BELTRAN Fabien, Bourgmestre, Président**
JUPRELLE Isabelle, MARCQ Sébastien, NORI Enrico, DEGLIN Joëlle, Echevin(e)s
VENDY Etienne, Président du CPAS
SOOLS Nicolas, JAMAGNE Marc, ~~DEBOR Olivier~~, DENOOZ Anne-Lyse, JAMART Hubert, LAINERI Fabiola, LALLEMAND Grégory, OLIVIER Jean-François, JANSSEN Colette, CAVALLARO Marc, MARTIN Romain, SARTINI Gianpiero, LEROY Lara, Conseillers(ères)
FOURNY Bernard, Directeur général, Secrétaire

Monsieur le Président ouvre la séance à 19h05.

Monsieur le Président propose ensuite à l'Assemblée l'ajout de l'examen d'un point complémentaire concernant le PCDR, à la fin de la séance publique, soit :

29. Plan Communal de Développement Rural - Ratification de la nouvelle convention faisabilité du SPW-DR relative à la fiche-projet du PCDR 1.4 Floréal du PCDR "FRAIPONT, Rénover et aménager la salle Floréal en espace de rencontres destiné à la vie citoyenne et associative".

Le Conseil marque son accord unanime (17 voix pour sur 17 membres présents) sur l'ordre du jour ainsi proposé.

SÉANCE PUBLIQUE

Monsieur le Conseiller SARTINI est absent à l'entame de la séance. Il entre en séance au cours de l'examen du premier point.

1- DÉCLARATION DE POLITIQUE COMMUNALE

Déclaration de politique communale pour la législature 2024-2030

Présentée au nom de la majorité au conseil communal du 20 janvier 2025

par Monsieur Fabien Beltran en sa qualité de Bourgmestre.

Déclaration de Politique Communale – Janvier 2025

C'est en ma qualité de Bourgmestre qu'il me revient de vous présenter la feuille de route de

la nouvelle majorité pour les six prochaines années.

Deux formations politiques « Ensemble avec le Bourgmestre » et « EcoVa » ont uni leurs forces, conclu un pacte de majorité et élaboré un programme de gestion ambitieux. Nous entamons cette législature avec une équipe solide, motivée et progressiste.

Nous nous engageons à travailler pour l'intérêt général, à fédérer et à privilégier les synergies et la transversalité. La solidarité, la sécurité et le bien-être de nos citoyens continueront d'être les fils conducteurs de nos actions.

Notre ambition est claire : construire une commune accueillante, chaleureuse et solidaire. Nous mettrons la résilience au cœur de nos travaux, nous développerons une vision durable de notre territoire afin de nous préparer aux défis du changement climatique.

Les communes, et particulièrement celles qui ont été dévastées par la catastrophe de juillet 2021, sont confrontées à des difficultés financières. Nous nous battrons auprès des autorités régionales et fédérales pour que nos habitants puissent conserver un service public de qualité. Nous mènerons une gestion financière transparente, saine, rigoureuse et inventive, en recherchant activement des subsides.

Nous soutiendrons sans réserve l'enseignement communal et toutes initiatives contribuant à offrir à nos enfants un parcours épanouissant.

La démocratie implique la concertation et la participation citoyenne. Les commissions communales seront dynamisées et ouvertes à des acteurs de terrain. La citoyenneté active sera encouragée (budget participatif, CLDR,…)

5 axes prioritaires

Nous travaillerons en priorité sur cinq domaines fondamentaux pour l'avenir de notre commune et des citoyens.

1. **La reconstruction et la rénovation de nos infrastructures** en intégrant le risque inondation : hall des sports, administration communale, écoles, site de la Fenderie, crèches,…. Un échevinat des grands projets sera mis en place pour veiller à la planification et au suivi de ces chantiers d'envergure.
2. **La maîtrise de l'urbanisation** en adoptant un schéma de développement local, outil décisionnel précisant les possibilités et les modalités d'urbanisation par quartier et limitant les constructions sur les bassins versants.
3. **Une gestion dynamique de l'environnement intégrant la maîtrise des risques** liés aux changements climatiques et en mettant également l'accent sur l'information et l'éducation à l'environnement, en ce compris le respect de celui- ci.
4. **La revitalisation des quartiers commerçants** et de notre zoning en définissant un plan de réaffectation, en soutenant les commerces de proximité, avec un accent sur le développement de l'économie sociale.
5. **Investir dans l'humain** en soutenant la santé, l'éducation permanente, les activités sociales et culturelles, les associations locales en luttant contre l'isolement et la fracture numérique.

Les actions concrètes

Les Infrastructures et les Travaux

Nous devons poursuivre la reconstruction résiliente et la rénovation de nos infrastructures

- Poursuivre la reconstruction et la rénovation des infrastructures collectives (école de la Brouck, infrastructures sportives, maison communale) en intégrant le risque d'inondations.
- Réhabiliter les voiries dans le cadre des plans d'investissement communaux subventionnés, en mettant l'accent sur la sécurité et l'accessibilité pour tous.
- Créer des espaces publics attrayants et conviviaux (rénovation des rues, trottoirs, places et espaces verts).
- Rénover les établissements scolaires et valoriser les places de villages (place Teixeira à la Brouck, place E. Vandervelde à Fraipont).
- Poursuivre les travaux sur les berges, la Vesdre et ses affluents avec les autorités compétentes.

La Mobilité, l'Environnement et la Biodiversité

Notre commune possède un patrimoine naturel exceptionnel. Sa protection et sa valorisation constituent des priorités dans le cadre de la lutte contre le changement climatique

- Promouvoir la mobilité douce entre les villages et accélérer la réalisation de la voie lente ;
- Favoriser les espaces piétons, sécuriser le cheminement des enfants à proximité des écoles et lutter contre les vitesses excessives ; sécuriser les déplacements à vélo ;
- Protéger les arbres et les haies remarquables et en replanter, maintenir des zones de fauchage tardif, créer des mares, …
- Identifier des “agents propreté” par quartier et lutter effacement contre les dépôts clandestins par l'éducation, la prévention et la répression ;
- Améliorer le recyclage et réduire les déchets à la source par des campagnes de sensibilisation et le développement de zones de compostage ;
- Promouvoir les circuits courts de production et la consommation locale dans les écoles, la future crèche, et soutenir le projet de maraîchage à Nessonvaux ;
- Mettre en place des espaces de convivialité “Nature/Culture” et végétaliser les quartiers ;
- Intégrer la commune dans les filières de communauté d'énergie renouvelable et de partages d'énergie ;
- Poursuivre l'amélioration thermique des bâtiments communaux ;
- Installer sur le territoire des bornes de recharge pour véhicules électriques et équiper progressivement l'administration en véhicules décarbonés.

L'aménagement du territoire, l'urbanisme et le logement

Nous voulons une vision à long terme de l'aménagement de notre territoire en intégrant les recommandations du schéma stratégique Vesdre

- Adopter un schéma de développement communal permettant de maîtriser l'urbanisation

de manière à limiter les ruissellements intenses et, par conséquent, de réduire les risques d'inondations dus à la Vesdre et à ses affluents ;
- Intégrer dans tous les permis des recommandations du Schéma stratégique multidisciplinaire du bassin versant de la Vesdre pour un aménagement cohérent de notre territoire ;
- Renouveler la commission communale d'aménagement du territoire et de la mobilité et s'appuyer sur son expertise pour rédiger le schéma de développement communal.
- Mettre en place un service de conseils et d'accompagnement des citoyens au sein du service communal d'urbanisme afin de privilégier des constructions et des rénovations résilientes en phase avec les défis climatiques ;
- En collaboration avec le foyer de Fléron, investir dans la création de nouveaux logements publics et maintenir le conventionnement avec l'agence immobilière sociale ;
- Poursuivre la lutte contre les logements inoccupés afin de les réinsérer dans le circuit locatif ou acquisitif ;
- Lutter contre le "mal-logement" et combattre les marchands de sommeil ;
- Favoriser l'habitat léger comme solution à la diminution de l'emprise du sol en bonne intelligence avec la gestion du territoire.

Renforcer la qualité de vie et le bien-être

Trooz est et restera une commune solidaire où chacun se sent intégré et soutenu

- Favoriser l'égalité des chances, lutter contre toute forme de discrimination et soutenir le travail des services sociaux ;
- Conforter les actions du Plan de cohésion sociale ;
- Renforcer la visibilité du réseau de soins tant physiques que psychologiques ;
- Promouvoir une alimentation saine dans les écoles ;
- Informer et sensibiliser les citoyens en matière de santé et de bien-être (prévention, bons comportements, activités physiques, …)
- Renforcer la collaboration entre le CPAS et les secteurs de la jeunesse pour créer un accompagnement pluridisciplinaire autour des jeunes en difficulté ;
- Créer, en collaboration avec les acteurs locaux de la jeunesse (AMO), des logements d'insertion pour les jeunes en difficulté ;
- Avec le CPAS et en partenariat avec la maison médicale, étoffer encore les activités pour les personnes les plus fragiles (coiffeur social, atelier culinaire,) et mettre en place un système de frigo solidaire ;
- Proposer aux responsables des associations des cours de premier secours ;
- Poursuivre la mise à disposition d'un service de transport social (taxi social) ;
- Maintenir les activités spécifiques pour la jeunesse et les seniors et proposer ces services à des prix accessibles à tous ;
- Lutter contre l'isolement des ainés ;
- Lutter contre la fracture numérique en développant les activités de l'espace public numérique ;
- Favoriser le maintien à domicile des personnes âgées qui le souhaitent.

Le développement économique et l'Emploi

Nous souhaitons soutenir l'économie locale en encourageant l'esprit d'entreprise tant dans le secteur marchand qu'au sein de l'économie associative, non marchande et collaborative

- Avec la collaboration du secteur privé et des sociétés publiques, chercher à implanter

des petites sociétés créatrices d'une grande densité d'emploi ;
- Entretenir un dialogue avec les entreprises de la commune et promouvoir le réseau existant ;
- Maintenir un système des chèques-commerces pour soutenir le commerce local ;
- Maintenir la prime à l'installation d'un nouveau commerce pour réduire les surfaces commerciales inoccupées ;
- Encourager et pérenniser les projets d'économie sociale comme les ateliers de la Vesdre et privilégier les circuits courts ;
- Redynamiser et redéfinir la zone d'affectation du zoning de Prayon
- S'inscrire dans le programme FORMACTION qui propose un diagnostic de performance, un plan de formation sur mesure et un plan d'action personnalisé suivi d'un coaching pour sa mise en œuvre ;
- Renforcer l'offre d'accompagnement aux personnes éloignées de l'emploi et la collaboration avec les structures existantes : agence locale pour l'emploi, atelier de la Vesdre, maison de l'emploi, CPAS…
- Développer le tourisme de proximité.

L'enseignement

Nous voulons un enseignement ouvert sur l'environnement et sur le monde et nous mettrons tout en œuvre pour que l'école joue son rôle d'ascenseur social.

- Maintenir les écoles de quartier et des garderies dans toutes les implantations ;
- Poursuivre et développer les activités de l'école de devoirs ;
- Offrir un cours de langue dès la 3ème maternelle dans toutes les écoles et encourager des activités musicales.
- Intensifier les découvertes en extérieur, renforcer les activités avec les bibliothécaires afin d'ouvrir encore davantage nos enfants au monde qui les entoure ;
- Maintenir les séjours : classe de neige, de mer et de sport et reprendre les cours de piscine dès qu'une infrastructure sera à nouveau disponible ;
- Intensifier la lutte contre le harcèlement scolaire ;
- Sensibiliser les enfants à la sécurité ferroviaire pour éviter les accidents tout en poursuivant la sensibilisation à la sécurité routière ;
- Assurer une alimentation saine par la distribution gratuite d'un potage, un fruit et d'un produit laitier par semaine ;
- Proposer des repas chauds et mettre en place des fontaines à eau ;
- Sensibiliser au zéro déchets dès le plus jeune âge.

La jeunesse

Investir dans la jeunesse c'est investir dans l'avenir de Trooz

- Finaliser l'installation de la crèche communale de 14 places ;
- Consolider les activités de loisirs et de sports, les stages de vacances, l'école de devoirs et développer toute activité offrant aux jeunes des espaces d'épanouissement ;
- Favoriser l'engagement citoyen des jeunes en poursuivant l'installation d'un conseil communal des enfants ;
- Développer sur notre territoire les activités de l'A.M.O (aide en milieu ouvert) pour les adolescents en difficulté ;
- Soutenir les mouvements de jeunesse et les associations qui proposent des activités

spécifiques pour les jeunes.

Les seniors

Nous poursuivrons les activités pour nos seniors et nous lutterons contre l'isolement.

- Proposer des excursions, des spectacles et des séjours à tarif réduit ;
- Organiser des cours de sports adaptés ;
- Proposer des activités culturelles en collaboration avec les associations locales ;
- Renforcer le service de taxi social et mettre en place un service de soutien pour démarches administratives et les courses ;
- Faciliter l'accès à l'espace numérique.

La sécurité et la lutte contre les incivilités

Une attention particulière sera donnée à la sécurité du citoyen et à la lutte contre les incivilités en collaboration avec la zone de police SECOVA

- Sécuriser davantage les abords des écoles en installant des feux tricolores comportementaux ;
- Mettre en place toute solution permettant de réduire la vitesse des automobilistes dans les différents villages et hameaux ;
- Mettre en place, en concertation avec la zone de Police, une surveillance dans certaines zones sensibles ;
- Garantir une propreté optimale des espaces publics en appliquant des sanctions adéquates à ceux qui salissent ;
- Sensibiliser les randonneurs et les touristes d'un jour au respect de l'environnement et de la quiétude des villages ;
- Favoriser des espaces pour les promenades d'animaux style "parc à chiens" avec les équipements nécessaires pour garantir la propreté.

La vie des quartiers et des associations

Nous continuerons de soutenir le dynamisme de nos quartiers, des comités, et du monde associatif, culturel et sportif

- Mettre en place un service d'échange local (SEL).
- Soutenir la commission locale de développement rural et la participation citoyenne pour les projets innovants dans les quartiers ;
- Proposer tous les deux ans un budget participatif pour réaliser des projets de proximité ;
- Veiller à une mutualisation du matériel pour permettre aux comités de faire des économies d'échelle et leur proposer un endroit de stockage ;
- Aider les associations et comités en mettant à disposition des locaux de rencontres intergénérationnels ;
- Finaliser la rénovation des salles Floréal et de Forêt-Village ;
- Maintenir l'organisation de Trooz 'active, le rendez-vous des associations culturelles et sportives.

La communication

La communication est un véritable service au public. Elle constitue une mission stratégique, essentielle au fonctionnement de l'action publique.

- Compléter le dispositif de communication multicanal de la commune avec des panneaux d'information dynamiques installés le long des axes principaux ;
- Porter à quatre, le nombre de parution annuelle du journal communal et ouvrir le comité de rédaction aux associations locales ;
- Poursuivre la rénovation du site web communal, en faire un site respectant les règles d'accessibilité ;
- Lutter contre la fracture numérique en organisant des modules de formation au sein de notre nouvel espace public numérique ;
- Assurer un accueil et une information spécifique pour les nouveaux habitants.

Le tourisme

Nous voulons valoriser un tourisme vert, respectueux et durable ;

- Faire pression sur les autorités régionales pour la finalisation de la voie lente ;
- Développer le réseau des randonnées pédestres et insister auprès des autorités régionales pour que se concrétise enfin la mise en place des points nœuds pour vélos et vélos électriques ;
- Installer des bornes de recharges pour vélos électriques aux points touristiques principaux ;
- Poursuivre les travaux avec les maisons du tourisme pour la réalisation d'un tracé de grande randonnée « Via Charlemagne » avec retombées économiques pour les hébergements et commerces locaux ;
- Soutenir les hébergeurs locaux dans leur promotion ;
- Prévoir un espace touristique de stationnement pour quelques mobil homes.

La Culture et le Patrimoine

- ***Nous voulons développer une offre culturelle riche et variée, de proximité, accessible à tous et valoriser durablement les atouts patrimoniaux et naturels de nos quartiers en préservant la quiétude des habitants***

- Poursuivre les contacts et les recherches de subventions pour faire du site de la Fenderie un pôle d'attractivité culturel et touristique ;
- Poursuivre le développement de nos bibliothèques, espaces de savoir, en proposant des animations (club de lecture…) ;
- Développer les activités culturelles au Maka et y créer des évènements pour mettre en avant les talents artistiques locaux ;
- Encourager toute initiative comme les activités théâtrales, musicales, les activités créant du lien dans les quartiers comme le Carnaval de Nessonvaux, les activités de ReNessance, la fête de la musique à Fraipont et les actions des différents comités locaux… ;
- Poursuivre l'inventaire du petit patrimoine avec la Commission locale de développement rural ;
- Organiser un festival annuel des contes et légendes de la Vallée de la Vesdre ;
- Faciliter la mise en place d'un musée didactique, attraction touristique, en partenariat avec les acteurs locaux ;

- Compléter le parcours d'art urbain ;
- Créer des sentiers didactiques et thématiques pour les familles ;
- Soutenir les activités du centre culturel laïque ;
- Soutenir les associations patriotiques et veiller à valoriser le patrimoine mémoriel.

Le sport

Nous voulons investir dans le sport pour tous, facteur d'émancipation social et de bien-être.

- Poursuivre la rénovation résiliente des infrastructures sportives (football, hall sportif,) ;
- Généraliser l'octroi de « chèques sport « pour permettre aux familles les plus précaires d'accéder aux activités ;
- Soutenir les opérateurs sportifs sur le territoire ;
- Créer une dynamique entre les quartiers en organisation des tournois sportifs ;
- Renforcer l'organisation de stages sportifs encadrés à coûts réduits pendant les congés scolaires.

Les Cultes

Nous continuerons à mettre en valeur notre patrimoine cultuel

- Restaurer les édifices religieux impactés par les inondations et maintenir en état les autres églises en concertation avec les fabriques d'églises et l'évêché ;
- Valoriser le patrimoine cultuel de l'Eglise de Forêt-village ;
- Aménager des pelouses de dispersion dans les cimetières, installer des stèles avec plaquettes individuelles et poursuivre le renouvellement des places disponibles.

L'administration

L'administration a énormément souffert des conséquences des inondations et la charge de travail est conséquente. L'administration doit se réinventer, développer la polyvalence, son expertise et s'inscrire dans une démarche de formation continue.

Nous mettrons en place un plan stratégique transversal, outil de pilotage et de monitoring des projets. Les processus administratifs-clés seront optimisés et l'envoi d'accusé de réception sera systématique lors des contacts avec le citoyen.

****

Ce programme est à la fois ambitieux et réaliste. Il est conçu pour répondre aux besoins et aux aspirations de tous les habitants de notre commune. L'intérêt général guidera toutes nos actions.

Nous sommes intimement convaincus que c'est en travaillant ensemble que nous pourrons renforcer le lien social et promouvoir l'égalité des chances pour tous. Nous voulons que notre commune soit un lieu où chacun peut s'épanouir et où l'ascenseur social fonctionne réellement.

Les prochaines années ne seront pas un long fleuve tranquille. Nous devons reconstruire notre commune et nous préparer aux défis climatiques alors que les budgets sont réduits.

Chers collègues, nous devons nous mobiliser et nous retrousser les manches. Nous savons que les défis sont nombreux. Mais nous sommes prêts à les relever avec détermination et enthousiasme.

Nous avons la conviction que, grâce à notre engagement et à notre travail acharné, nous pourrons faire de notre commune un exemple de réussite et de bien-être pour tous.

Monsieur le Conseiller JAMAGNE s'interroge sur les conséquences du retard de présentation de la présente déclaration.

Monsieur le Président lui confirme qu'il s'agit d'un simple délai d'ordre et que ce retard n'aura aucune conséquence.

2- ÉLECTION DES DEUX MEMBRES DU CONSEIL DE POLICE - RECTIFICATION DE NOTRE DÉLIBÉRATION DU 2 DÉCEMBRE 2024

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 2 décembre 2024 relative à l'élection des deux membres du Conseil de police ;

Vu la décision 413268 du Conseil provincial du 9 janvier 2025 validant ladite élection ;

Vu l'erreur matérielle qui s'est glissée dans le tableau reprenant les noms des membres effectifs et de leurs suppléants, tel que repris ci-dessous :

Sont élus membres effectifs du Conseil de police :	Les candidats présentés à titre de suppléants pour chaque membre effectif élu mentionné ci-contre sont, de plein droit et dans l'ordre de l'acte de présentation, suppléants de ces membres effectifs
1/ *Monsieur Marc JAMAGNE*	1/ Monsieur Enrico NORI 2/ néant
2/ *Monsieur Nicolas SOOLS*	1/ Monsieur Olivier DEBOR 2/ néant

Considérant qu'il y lieu d'inverser les deux suppléants afin d'attribuer, d'une part, la suppléance de Monsieur Marc JAMAGNE à Monsieur Olivier DEBOR et, d'autre part, celle de Monsieur Nicolas SOOLS à Monsieur Enrico NORI ;

RECTIFIE, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18, la liste des membres suppléants de la manière suivante :

Sont élus membres effectifs du Conseil de police :	Les candidats présentés à titre de suppléants pour chaque membre effectif élu mentionné ci-contre sont, de plein droit et dans l'ordre de l'acte de présentation, suppléants de ces membres effectifs
1/ *Monsieur Marc JAMAGNE*	1/ Monsieur *Olivier DEBOR* 2/ néant
2/ *Monsieur Nicolas SOOLS*	1/ Monsieur *Enrico NORI* 2/ néant

3- PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 18 NOVEMBRE 2024

Le Conseil communal,

Considérant le procès-verbal de la séance du 18 novembre 2024, tel que présenté par Monsieur Bernard FOURNY, Directeur général ;

Considérant qu'aucun membre n'a de remarque ni d'observation à formuler sur la rédaction dudit procès-verbal ;

DECIDE, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18, d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 18 novembre 2024 tel que présenté par Monsieur Bernard FOURNY, Directeur général.

4- PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 2024

Le Conseil communal,

Considérant le procès-verbal de la séance du 16 décembre 2024, tel que présenté par Monsieur Bernard FOURNY, Directeur général ;

Considérant qu'aucun membre n'a de remarque ni d'observation à formuler sur la rédaction dudit procès-verbal ;

DECIDE, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18, d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 16 décembre 2024 tel que présenté par Monsieur Bernard FOURNY, Directeur général.

5- PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 JANVIER 2025

Le Conseil communal,

Considérant le procès-verbal de la séance du 20 janvier 2025, tel que présenté par Monsieur Bernard FOURNY, Directeur général ;

Considérant qu'aucun membre n'a de remarque ni d'observation à formuler sur la

rédaction dudit procès-verbal ;

DECIDE, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18, d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 20 janvier 2025 tel que présenté par Monsieur Bernard FOURNY, Directeur général.

6- DEMANDE UNE PLACE DE PARKING RÉSERVÉE AUX PERSONNES HANDICAPÉES - RUE SAINRY 124

Le Conseil communal,

Vu la Loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière ;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (code de la route), AR du 1er décembre 1975 ;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu la Circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées ;

Vu la Circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative règlements complémentaires de circulation routière et à la prise en charge de la signalisation ;

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988 ;

Considérant la demande de l'occupant de l'immeuble n° 124 rue Sainry concernant un emplacement pour handicapés à hauteur de son domicile ;

Considérant l'enquête qui a été réalisée et le dossier réalisé ;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale ;

ARRETE, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18 :

Article 1er : Un stationnement est réservé dans l'endroit suivant aux véhicules utilisés par les handicapés : rue de Sainry sur une longueur de 6 mètres à hauteur de l'immeuble n° 124.
La mesure est matérialisée par un signal E9a avec logo « handicap » et flèche montante 6 m.

Article 2 : La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'A.R. et de l'A.M.

Article 3 : Le présent sera soumis à l'agent d'approbation attaché au SPW Mobilité et infrastructures.

7- DEMANDE UNE PLACE DE PARKING RÉSERVÉE AUX PERSONNES HANDICAPÉES - RUE SAINRY 162

Le Conseil communal,

Vu la Loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière ;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (code de la route), AR du 1er décembre 1975 ;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu la Circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées ;

Vu la Circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative règlements complémentaires de circulation routière et à la prise en charge de la signalisation ;

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988 ;

Considérant la demande de l'occupant de l'immeuble n° 162 rue Sainry concernant un emplacement pour handicapés à hauteur de son domicile ;

Considérant l'enquête qui a été réalisée et le dossier réalisé ;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale ;

ARRETE, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18 :

Article 1er : Un stationnement est réservé dans l'endroit suivant aux véhicules utilisés par les handicapés : rue de Sainry sur une longueur de 6 mètres à hauteur de l'immeuble n° 162.
La mesure est matérialisée par un signal E9a avec logo « handicap » et flèche montante 6 m.

Article 2 : La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'A.R. et de l'A.M.

Article 3 : Le présent sera soumis à l'agent d'approbation attaché au SPW Mobilité et infrastructures.

8- ZONE DE POLICE SECOVA - BUDGET 2025 - DOTATIONS ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la Loi du 7 décembre 1998 organisant un Service de police intégré, structuré à deux niveaux (LPI), et ses arrêtés d'exécution ;

Vu les Circulaires du Ministère fédéral de l'Intérieur relatives au budget des Zones de police, notamment celles référencées PLP 9, 11, 12, 13, 13bis, 13ter, 17 et 57 ;

Considérant que le budget pour l'exercice 2025 de la Zone de police SECOVA a été approuvé par le Conseil de police en séance du 28 novembre 2024 ;

Considérant que l'intervention de la commune de TROOZ y est fixée au service ordinaire à 1.188 572,73 € et au service extraordinaire à 30.041,19 € ;

Vu l'avis favorable, écrit et motivé, émis en date du 7 février 2025 par Madame la Directrice financière sous la référence LEG0790 : " Le projet de délibération apparait conformes aux dispositions légales. " ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 18 voix pour, voix 0 contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18, de prendre acte du budget pour l'exercice 2025 de la Zone de police SECOVA et ARRÊTE aux montants de 1.188.572,73 € la dotation ordinaire et de 30.041,19 € la dotation extraordinaire pour la Commune de TROOZ, sous réserve d'approbation de l'autorité de tutelle.

9- ZONE DE SECOURS VESDRE-HOEGNE & PLATEAU - BUDGET 2025

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant le mail de la Zone de secours VESDRE-HOEGNE & PLATEAU contenant leur budget 2025 approuvé par le Conseil de Zone en séance du 24 octobre 2024 ;

Considérant que l'intervention de la commune de TROOZ y est fixée au service ordinaire à 330.490,88 € et qu'aucune intervention n'est sollicitée au service extraordinaire ;

Vu l'avis favorable, écrit et motivé de Madame la Directrice financière en date du 7 février 2025 sous la référence LEG0791 : " Le projet de délibération apparait conforme aux dispositions légales. " ;

Considérant toutefois que des réserves ordinaires excédentaires existent, ce qui augmente artificiellement les dotations communales ;

Considérant qu'il conviendrait de supprimer celles-ci par voie de première modification du budget 2025 de la zone ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

ARRÊTE, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18, au montant de 330.490,88 € la dotation ordinaire pour la Commune de TROOZ au budget pour l'exercice 2025 de la Zone de secours VESDRE-HOEGNE & PLATEAU et SOLLICITE la suppression par voie de première modification du budget 2025 de la zone des réserves ordinaires excédentaires afin de diminuer les dotations communales.

10- PENSION COMPLÉMENTAIRE DU PERSONNEL CONTRACTUEL - NOUVEAU RÈGLEMENT STRUCTURE D'ACCUEIL ETHIAS SA ET ANNEXE

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-34, §2 ;

Vu la Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale ;

Vu la Loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle et les modifications y apportées ;

Vu la Loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la Loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives ;

Vu la Loi du 30 mars 2018 relative à la non-prise en considération de services en tant que personnel non nommé à titre définitif dans une pension du secteur public, modifiant la responsabilisation individuelle des administrations provinciales et locales au sein du Fonds de pension solidarisé, adaptant la règlementation des pensions complémentaires, modifiant les modalités de financement du Fonds de pension solidarisé

des administrations provinciales et locales et portant un financement supplémentaire du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales ;

Vu la Loi du 1er février 2022 confiant au Service fédéral des Pensions certaines missions en matière de pensions complémentaires des membres du personnel contractuel des administrations provinciales et locales, modifiant l'article 30/1 de la Loi du 18 mars 2016 relative au Service fédéral des Pensions ;

Vu l'Arrêté royal du 14 novembre 2003 portant exécution de la Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale ;

Considérant qu'afin de bénéficier de la réduction de la cotisation de responsabilisation visée à la Loi du 24 octobre 2011 susvisée, les pouvoirs locaux affiliés au Fonds de Pension Solidarisé des administrations locales et provinciales doivent constituer une pension complémentaire pour leurs agents contractuels ;

Vu le protocole du Comité de négociation du 24 octobre 2022 ;

Vu le procès-verbal du Comité de concertation Commune-CPAS du 24 octobre 2022 ;

Vu la décision du conseil communal du 26 octobre 2024 d'adhérer à la centrale d'achat du Service fédéral des Pensions, en vue de la constitution d'un deuxième pilier de pension pour les agents contractuels ;

Vu la décision du Conseil communal du 26 octobre 2022 portant sur la définition des besoins et le recours à l'adjudicataire de l'accord-cadre passé par la centrale du SFP, en l'occurrence Ethias Pension Fund ;

Vu la décision du Conseil communal du 26 octobre 2022 d'adopter divers documents portant instauration de la pension complémentaire des membres du personnel occupés dans le cadre d'un contrat de travail avec la commune, à savoir :

- le règlement de pension ;
- le plan de financement du régime de pension du second pilier en faveur des membres du personnel contractuel d'un pouvoir local relevant du patrimoine distinct APL du Canton 2 ;
- la convention de gestion – Canton 2 - patrimoine distinct APL ;
- la politique d'investissement – patrimoine distinct APL ;
- le règlement d'assurance de groupe pour structure d'accueil ;
- la convention-cadre d'assurance de rentes viagères ;
- les statuts de l'organisme de financement des pensions « Ethias Pension Fund » ;

Vu le courriel 412803 d'Ethias Pension Fund relatif au nouveau règlement structure d'accueil Ethias SA mettant à jour le texte de cette assurance groupe et lui adjoignant une annexe qui reprend les conditions tarifaires

Considérant que ces adaptations portent essentiellement sur la prise en compte du report de l'âge légal de départ en retraite et ne sont pas de nature à restreindre les droits des affiliés ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18, d'adopter le nouveau règlement structure d'accueil Ethias SA transmis par ETHIAS PENSION FUND par courriel 412803 mettant à jour le texte de cette assurance groupe et lui adjoignant une annexe qui reprend les conditions tarifaires.

ASSURANCE DE GROUPE
POUR STRUCTURE D'ACCUEIL

ASSURANCE DE GROUPE
SOUSCRITE PAR
ADMINISTRATION COMMUNALE DE TROOZ

ethias

TABLE DES MATIÈRES

GÉNÉRALITÉS		2
ARTICLE 1	DÉFINITIONS	2
ARTICLE 2	FORME ET OBJET DE LA STRUCTURE D'ACCUEIL	3
ARTICLE 3	CONTRATS INDIVIDUELS	3
ARTICLE 4	PRESTATIONS ASSURÉES	4
ARTICLE 5	LIQUIDATION DES PRESTATIONS ASSURÉES	4
ARTICLE 6	DROITS DES AFFILIÉS SUR LES CONTRATS INDIVIDUELS	7
ARTICLE 7	FORMALITÉS MÉDICALES	7
ARTICLE 8	COMMUNICATIONS	7
ARTICLE 9	TARIFS	7
ARTICLE 10	PARTICIPATIONS BÉNÉFICIAIRES	8
ARTICLE 11	DISPOSITIONS APPLICABLES	8
ARTICLE 12	MODIFICATION OU RÉSILIATION DE L'ASSURANCE DE GROUPE	9
ARTICLE 13	REMISE EN VIGUEUR	9
ARTICLE 14	INCONTESTABILITÉ	9
ARTICLE 15	PLAINTES - LITIGES	9
ARTICLE 16	MODE DE COMMUNICATION ET LANGUES	10
ARTICLE 17	RÉMUNÉRATION PERÇUE PAR LES COLLABORATEURS D'ETHIAS CONCERNÉS PAR LA DISTRIBUTION D'ASSURANCE	10
ARTICLE 18	TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES	10

ENTRE :

- - d'une part,

  Administration communale de Trooz

  Grand rue, 216, c

  4870 Trooz

  BCE 216.894.733

  ci-après « **le preneur d'assurance** » ;

et

- d'autre part, **Ethias SA,** agréée sous le n° 0106 pour pratiquer toutes les branches d'assurances Non Vie, les assurances sur la vie, les assurances de rapitalité et de natalité (AR des 4 et 13 juillet 1979, MB du 14 juillet 1979) ainsi que les opérations de capitalisation (Décision CBFA du 9 janvier 2007, MB du 16 janvier 2007) – RPM Liège TVA BE 0404.484.654 – dont le siège social est situé rue des Croisiers, 24 à 4000 LIEGE, ci-après « **Ethias** ».

GENERALITES

L'assurance de groupe pour structure d'accueil est entrée en vigueur le 01/01/2022. A partir du 01/01/2022, elle est exécutée par le présent contrat qui annule et remplace le précédent contrat signé le 24/11/2022.

ARTICLE 1 DEFINITIONS

Pour l'application du présent contrat, il faut entendre par :

1. **Affilié** : le membre du personnel qui participe, en tant qu'affilié actif ou dormant, à un régime de pension instauré par le preneur d'assurance et qui demande un transfert de réserves constituées vers la structure d'accueil, conformément aux dispositions de l'article 32, § 2 de la LPC.
2. **Age de retraite** :
   - Pour ces affiliations à la structure d'accueil avant le 1er février 2025 : 65 ans ;
   - Pour des affiliations à la structure d'accueil entre le 1er février 2025 et le 31 janvier 2030 inclus : 66 ans ;
   - Pour ces affiliations à la structure d'accueil à partir du 1er février 2030 : 67 ans.
3. **Age légal de la pension** : l'âge de la pension en vertu de l'article 2 §1er de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.
4. **Année d'assurance** : l'année débutant le 1er janvier et prenant fin le 31 décembre suivant.
5. **Assurance mixte** : l'opération comprenant à la fois des prestations en cas de vie et en cas de décès d'un même affilié. Ethias s'engage à payer un capital soit lors de la mise à la retraite si l'affilié est en vie à ce moment soit au décès de l'affilié si cet événement se produit avant la mise à la retraite. Le capital assuré en cas de vie peut être égal ou différent du capital assuré en cas de décès. Les deux capitaux sont toujours mentionnés séparément dans le contrat et sont dénommés respectivement « capital vie » et « capital décès ».
6. **Assurance « capital différé »** : l'assurance par laquelle Ethias s'engage à payer un capital lors de la mise à la retraite, si l'affilié est encore en vie à cette date. En cas de décès de l'affilié avant la mise à la retraite, Ethias est libérée de tout engagement et les réserves lui restent acquises.
7. **Autorité des services et marchés financiers** ou « **FSMA** » : l'établissement public chargé du contrôle des dispositions sociales relatives aux pensions complémentaires, du respect des règles de conduites applicables aux entreprises d'assurances et du respect de la législation sur les assurances.
8. **Banque Nationale de Belgique** ou « **BNB** » : l'établissement public chargé du contrôle prudentiel des entreprises d'assurances.
9. **Bénéficiaire** : la personne en faveur de laquelle est stipulée la prestation d'assurance.
10. **Capital vie** : le capital assuré en cas de vie de l'affilié.
11. **Capital décès** : le capital assuré au moment du décès de l'affilié.

12. **Cohabitant légal** : la personne vivant avec l'affilié, conformément aux dispositions de la loi du 23 novembre 1998 instaurant la cohabitation légale.
13. **Conjoint** : la personne mariée à l'affilié.
14. **Contrat « contributions patronales »** : le contrat individuel, également appelé « **police** », relatif aux réserves transférées qui ont été formées par des contributions patronales.
15. **Contrat « contributions personnelles »** : le contrat individuel, également appelé « **police** », relatif aux réserves transférées qui ont été formées par des contributions personnelles.
16. **Date terme** : la date terme des contrats individuels, soit le premier jour du mois suivant celui au cours duquel l'affilié atteint l'âge de retraite. Cependant, si l'affilié ne prend pas sa pension légale à ce moment, la date terme est reportée.

    Pour autant que l'affilié n'ait pas encore atteint l'âge légal de la pension alors en vigueur, la date terme est reportée au premier jour du mois suivant l'atteinte de l'âge légal de la pension.

    Dès que l'âge légal de la retraite est atteint, la date terme est reportée par périodes successives d'un an.
17. **Enfant** : tout enfant dont la filiation par rapport à l'affilié est établie conformément aux dispositions légales en vigueur au moment du décès de l'affilié.
18. **Engagement de pension collectif** ou **régime de pension** : l'engagement du preneur d'assurance de constituer une pension complémentaire au profit de plusieurs travailleurs et/ou de leurs ayants droit.
19. **Evènement de guerre** : tout événement qui est la conséquence directe ou indirecte d'une action offensive ou défensive d'une puissance belligérante ou de tout autre événement de caractère militaire.
20. **Indemnité de rachat** : l'indemnité prévue par Ethias en cas de rachat. Elle est établie à 5% de la valeur de rachat théorique. Toutefois, si le rachat intervient au cours des cinq années qui précèdent l'âge de retraite, l'indemnité de rachat est ramenée à 1% de la valeur de rachat théorique multipliée par la durée exprimée en années restant à courir jusqu'à cette date.
21. **Loi relative aux pensions complémentaires** ou « **LPC** » : la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.
22. **Mise à la retraite** : la prise de cours effective de la pension de retraite relative à l'activité professionnelle qui a donné lieu à la constitution des prestations.
23. **Participation bénéficiaire** : la participation dans les excédents de recettes éventuels attribués par Ethias sur base du plan de répartition déposé à la BNB.
24. **Prestations** : les prestations auxquelles l'affilié peut prétendre conformément aux dispositions de l'assurance de groupe pour structure d'accueil.
25. **Réserves** : la valeur actuelle des prestations.
26. **Réserves constituées** : les réserves constituées en exécution d'un engagement de pension tel que défini à l'article 3, § 1er, 2° de la LPC.
27. **Valeur de rachat** : la valeur de rachat théorique diminuée de l'indemnité de rachat.

ARTICLE 2 FORME ET OBJET DE LA STRUCTURE D'ACCUEIL

La structure d'accueil est instituée sous la forme d'une assurance de groupe. Elle est destinée à recevoir :

- des réserves constituées par un affilié « ***entrant*** », c'est-à-dire des réserves relatives à une activité professionnelle antérieure à l'entrée en service auprès du preneur d'assurance ;
- des réserves constituées par un affilié « ***sorti*** », c'est-à-dire des réserves constituées dans un *régime de pension* instauré par le preneur d'assurance, à la date de sortie (à l'exception de la sortie « light » au sens de l'article 3§1,11°, a), 2°en b), 2° LPC) ou ultérieurement (pour un affilié dormant).

L'assurance de groupe pour structure d'accueil a pour objet la constitution, selon le choix opéré par l'affilié, de prestations retraite et/ou décès en sa faveur et en faveur de ses ayants droit.

ARTICLE 3 CONTRATS INDIVIDUELS

Les réserves transférées sont versées sur des contrats individuels souscrits au nom de l'affilié. Des versements personnels supplémentaires sur les contrats individuels ne sont pas admis.

ARTICLE 4 PRESTATIONS ASSUREES

Lors du transfert des réserves, l'affilié choisit la combinaison d'assurance qu'il souhaite parmi les possibilités suivantes :

- assurance « mixte 10/10 » garantissant un capital vie égal au capital décès ;
- assurance « mixte 10/20 » garantissant un capital vie égal à deux fois le capital décès ;
- assurance « capital différé ».

L'affilié peut modifier la combinaison d'assurance au début de chaque année d'assurance moyennant, le cas échéant, l'accomplissement des formalités prévues à l'article 7.

Les montants des prestations assurées sont déterminés en fonction du montant des réserves transférées et des éléments constitutifs du tarif utilisé.

ARTICLE 5 LIQUIDATION DES PRESTATIONS ASSUREES

5.1 Formalités préalables

Les prestations assurées sont payées, contre quittance, dès réception par Ethias de toutes les pièces justificatives nécessaires afin de déterminer et vérifier l'identité des bénéficiaires, à savoir, entre autres :

- *en cas de vie de l'affilié* :
  - un certificat de vie de l'affilié ;
- *en cas de décès de l'affilié* :
  - un extrait d'acte de décès de l'affilié ;
  - un certificat de vie du (des) bénéficiaire(s) ;
  - une attestation médicale ou officielle indiquant la cause du décès et les circonstances dans lesquelles il s'est produit. Ce certificat médical ne pourra être transmis qu'au médecin-conseil d'Ethias. Par son affiliation, l'affilié donne l'autorisation au médecin-traitant de transmettre l'attestation susmentionnée au médecin conseil d'Ethias après son décès ;
- *dans tous les cas* :
  - une décharge datée et signée par l'affilié en cas de vie ou par chacun des bénéficiaires en cas de décès - ou leurs représentants légaux - pour la partie des prestations leur revenant. Cette décharge indiquera notamment le mode de liquidation choisi ;
  - une copie recto-verso de la carte d'identité en cours de validité ainsi qu'un document servant de justificatif de domicile ;
  - le cas échéant, une attestation officielle établissant la cohabitation légale.

5.2 En cas de vie de l'affilié

Lorsque l'affilié est en vie lors de la mise à la retraite, le capital vie lui est liquidé soit sous cette forme soit sous forme de rentes (ARTICLE 5.4.).

5.3 En cas de décès de l'affilié

Si l'affilié décède avant la mise à la retraite, le **capital décès** est liquidé, le cas échéant, aux bénéficiaires désignés ci-dessous soit sous cette forme soit sous forme de rentes (voir ARTICLE 0).

▪ Bénéficiaires en cas de décès

Les bénéficiaires en cas de décès sont, par ordre de priorité :

1. le **conjoint** ou le **cohabitant légal** de l'affilié au moment du décès ou si l'affilié en a fait le choix dans un écrit daté et signé, pour moitié, son **conjoint** ou son **cohabitant légal** et pour l'autre moitié, ses **enfants**, chacun obtenant une part égale, ou leurs descendants par représentation. Cette désignation conjointe n'est pas nominative. Toutefois, les prestations assurées ne sont pas attribuées au conjoint divorcé, séparé de corps et de biens, en instance de divorce ou de séparation de corps et de biens ni au cohabitant légal lorsque la cohabitation légale a cessé officiellement ;

2. à défaut, les **enfants** de l'affilié, chacun obtenant une part égale, ou leurs descendants par représentation ;
3. à défaut, les **personnes nommément désignées** par l'affilié, chacune recevant la part fixée par l'affilié. La désignation des bénéficiaires et la répartition des prestations assurées ne sont valables que si elles sont faites en faveur de personnes nommément désignées dans un écrit daté et signé. A défaut de répartition des prestations, celle-ci sera effectuée par parts égales ;
4. à défaut, le **père** et la **mère** de l'affilié, chacun obtenant une part égale, ou, à défaut de l'un d'eux, au survivant ;
5. à défaut, les **frères et sœurs** de l'affilié, chacun obtenant une part égale, ou leurs descendants par représentation ;
6. à défaut, la **succession** de l'affilié, selon la dévolution de la succession, à l'exclusion de l'Etat.

En cas de décès de l'affilié et d'un bénéficiaire sans qu'il soit possible de déterminer l'ordre des décès, l'affilié sera censé avoir survécu au bénéficiaire.

▪ Désignation bénéficiaire

Les affiliés qui font le choix d'une désignation conjointe (point 1) ou qui désignent nommément les bénéficiaires (point 3) doivent le solliciter expressément par l'envoi d'un écrit sur base duquel Ethias transmettra les documents nécessaires à compléter et à signer. Ces documents doivent être transmis avec une copie de la carte d'identité de l'affilié au département Assurance de groupe d'Ethias. Si l'affilié est marié, la signature du conjoint est également requise, de même qu'une copie de la carte d'identité de ce dernier. La désignation bénéficiaire est valable dès l'émission de l'accusé de réception par Ethias.

En cas de mariage ou de déclaration de cohabitation légale ultérieurs, l'ordre des bénéficiaires prévu ci-dessus sera automatiquement rétabli sauf s'il y a déjà eu une acceptation du bénéfice ou si l'affilié sollicite expressément une nouvelle dérogation à cet ordre.

▪ Dérogation à l'ordre des bénéficiaires

Les affiliés qui souhaitent déroger à l'ordre établi ci-dessus doivent le solliciter expressément par l'envoi d'un écrit sur base duquel Ethias transmettra les documents nécessaires à compléter et à signer. Ces documents doivent être transmis avec une copie de la carte d'identité de l'affilié au département Assurance de groupe d'Ethias. Si l'affilié est marié, la signature du conjoint est également requise, de même qu'une copie de la carte d'identité de ce dernier. La désignation bénéficiaire est valable dès l'émission de l'accusé de réception par Ethias.

En cas de mariage ou de déclaration de cohabitation légale ultérieurs, l'ordre des bénéficiaires prévu ci-dessus sera automatiquement rétabli sauf s'il y a déjà eu une acceptation du bénéfice ou si l'affilié sollicite expressément une nouvelle dérogation à cet ordre.

▪ Risques exclus

L'assurance est effective dans le monde entier mais ne couvre pas :

- le suicide de l'affilié survenu moins d'un an après la prise d'effet du contrat individuel, la remise en vigueur du contrat individuel ou après la date de prise de cours de l'augmentation des prestations assurées en cas de décès. Dans ce dernier cas, seule l'augmentation n'est pas couverte ;
- le décès de l'affilié lorsque celui-ci résulte d'un fait intentionnel du bénéficiaire ou à son instigation, sauf dans les cas autorisés par la loi (euthanasie) ;
- le décès qui a pour cause immédiate et directe un crime ou un délit intentionnel dont l'affilié est auteur ou coauteur et dont il a pu prévoir les conséquences ;
- le décès par accident survenu à bord d'un appareil de locomotion aérienne utilisé à l'occasion de compétitions, exhibitions, essais de vitesse, raids, vols d'entraînement, records ou tentatives de records et vols d'essai ou à bord d'un appareil prototype ;
- le décès consécutif à la pratique d'un sport aérien ou d'un saut à l'élastique ;
- le décès résultant, directement ou indirectement, d'émeutes, de troubles civils ou d'actes de violence collectifs, d'inspiration politique, idéologique ou sociale, accompagnés ou non de rébellion contre l'autorité ou tous pouvoirs institués. Toutefois, Ethias accordera sa couverture dans les cas suivants :
  - lorsque l'affilié se trouve dans une situation de légitime défense ;
  - lorsque l'affilié se trouve impliqué malgré lui dans les émeutes ou actes de violence collective précités c'est-à-dire lorsqu'il n'y prend aucune part active et volontaire ;

- lorsque l'affilié intervient, en Belgique ou dans les pays limitrophes, à titre de membre des forces chargées par l'autorité du maintien de l'ordre ;
- lorsque l'affilié est victime d'un acte de terrorisme au sens de la loi du 3 mai 2024 relatif à l'indemnisation des victimes d'un acte de terrorisme et relatif à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme à l'exclusion des décès causés par des armes ou des engins destinés à exploser par une modification de structure du noyau atomique ;

- Le décès causé par un événement de guerre tel que défini à l'ARTICLE 1. Si l'affilié se trouve pour des raisons privées ou professionnelles dans une région ou un pays où un conflit armé éclate pendant son séjour, le décès est couvert pour autant que l'affilié n'ait pas participé activement aux hostilités.

  Si l'affilié se rend pour des raisons privées ou professionnelles dans une région ou un pays pour lequel le conflit armé est qualifié d'extrêmement grave par Ethias, le décès n'est pas couvert.

  Par contre, si l'affilié se rend pour des raisons privées ou professionnelles dans une région ou un pays pour lequel le conflit armé n'est pas qualifié d'extrêmement grave par Ethias, le décès est couvert sans surprime, pour autant qu'Ethias ait donné son accord au préalable et pour autant que l'affilié n'ait pas participé activement aux hostilités.

  En outre, Ethias accordera sa couverture si l'affilié est victime d'un acte de terrorisme au sens de la loi du 3 mai 2024 relatif à l'indemnisation des victimes d'un acte de terrorisme et relatif à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, à l'exclusion des décès causés par des armes ou des engins destinés à exploser par une modification de structure du noyau atomique.

En cas de décès de l'affilié par suite de survenance d'un risque exclu, Ethias paie aux bénéficiaires la valeur de rachat théorique calculée au jour du décès et limitée à la prestation assurée en cas de décès. Toutefois, lorsque le décès de l'affilié résulte d'une instigation d'un fait intentionnel du bénéficiaire, ce dernier perd la qualité de bénéficiaire et la valeur de rachat telle que visée ci-dessus sera payée aux autres bénéficiaires ou aux bénéficiaires suivants dans l'ordre susmentionné.

L'alinéa précédent n'est pas d'application lorsque l'affilié a choisi la formule « capital différé ».

▪ Limites à la liquidation des prestations

En cas de décès de l'affilié résultant d'un acte de terrorisme au sens de la loi du 3 mai 2024 relatif à l'indemnisation des victimes d'un acte de terrorisme et relatif à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, à l'exclusion des décès causés par des armes ou des engins destinés à exploser par une modification de structure du noyau atomique, vu la participation d'Ethias à l'ASBL TRIP, la prestation décès sera versée dans les limites fixées par la loi du 3 mai 2024.

▪ Refus de la prestation d'assurance

Lorsque le bénéficiaire refuse la prestation d'assurance, il perd la qualité de bénéficiaire et la prestation sera versée aux autres bénéficiaires ou aux bénéficiaires suivants dans l'ordre.

5.4 Mode de liquidation : capital ou rente

Le choix du mode de liquidation appartient aux bénéficiaires de la prestation. Ethias informe les bénéficiaires dans les délais légaux de ce droit de transformation. La **transformation du capital en rente** s'effectuera suivant le tarif qu'Ethias a déposé auprès de la BNB.

Les bénéficiaires de la prestation informeront Ethias de leur choix par un écrit daté et signé. A défaut d'une telle notification dans un délai d'un mois à dater de l'ouverture du droit à la prestation, ils seront censés avoir opté pour la liquidation sous forme de capital.

En cas d'option pour la liquidation en rentes, celles-ci sont payables par fractions mensuelles anticipatives, le premier de chaque mois, et cesseront d'être dues à partir du mois suivant le décès du rentier. Les rentes sont croissantes. La croissance est laissée au choix du rentier avec un maximum de 2 % par an. Si l'affilié est marié ou cohabite légalement, la rente de retraite est réversible en faveur de son conjoint ou de son cohabitant légal. Le pourcentage de réversibilité est laissé au choix du rentier avec un maximum de 80 %.

Lorsque le montant annuel de la rente est, dès le départ, inférieur ou égal au montant minimum fixé par la LPC, la prestation est payée en capital.

ARTICLE 6 DROITS DES AFFILIES SUR LES CONTRATS INDIVIDUELS

6.1 Paiement anticipé

A l'âge de 65 ans, l'affilié pourra effectuer un seul paiement anticipé, pour autant que cet âge corresponde à l'âge légal de la pension ou que l'affilié remplisse à cette date les conditions pour prendre sa pension anticipée comme salarié. Dans ce cas, la prestation finale sera diminuée d'un montant correspondant au montant du paiement anticipé capitalisé au taux d'intérêt applicable lors du paiement anticipé.

Le paiement anticipé est demandé par l'affilié par un écrit daté et signé.

6.2 Avances et mises en gage

La présente assurance de groupe pour structure d'accueil permet de consentir aux affiliés des avances sur prestations ou des mises en gage de droits de pension, dans le respect des règles décrites ci-après.

Les avances sur prestations, les mises en gage de droits de pension consenties pour garantir un prêt et l'affectation de la valeur de rachat à la reconstitution d'un crédit hypothécaire ne peuvent être admises que pour permettre à l'affilié d'acquérir, de construire, d'améliorer, de réparer ou de transformer ces biens immobiliers situés sur le territoire d'un état membre de l'**Espace Economique Européen** et producteurs de revenus imposables. Ces avances et prêts devront être remboursés dès que ces biens sortent du patrimoine de l'affilié. Ces opérations sont consignées dans un avenant signé par toutes les parties concernées. Le montant de l'avance est limité au montant net liquidable de la valeur de rachat.

Pour Ethias, l'établissement de crédit, le rachat est possible lorsque des avances ou des mises en gage ont été octroyées et que l'affilié n'avait pas rempli ses obligations à cet égard.

ARTICLE 7 FORMALITES MEDICALES

L'acceptation par Ethias de la combinaison d'assurance choisie par l'affilié ***entrant*** n'est subordonnée à aucune formalité médicale pour autant que le transfert des réserves constituées intervienne dans les trois mois qui suivent l'affiliation au régime de pension instauré par le preneur d'assurance.

L'acceptation par Ethias de la combinaison d'assurance choisie par l'affilié ***sortant*** n'est subordonnée à aucune formalité médicale pour autant que le transfert des réserves constituées intervienne dans les trois mois de la sortie.

Dans **tous les autres cas**, en ce compris la modification de la combinaison d'assurance entraînant une majoration des prestations assurées en cas de décès, Ethias peut subordonner l'acceptation de la combinaison d'assurance choisie par l'affilié à l'accomplissement de formalités médicales (questionnaire médical et, le cas échéant, examen à effectuer auprès d'un médecin agréé par Ethias).

ARTICLE 8 COMMUNICATIONS

Ethias couvre l'affilié à partir de la date à laquelle tous les documents nécessaires à la gestion de l'assurance de groupe pour structure d'accueil lui ont été transmis.

Le preneur d'assurance communique à l'affilié qui le demande un exemplaire du présent contrat.

Ethias communique à l'affilié les contrats individuels souscrits sur sa tête.

Les notifications à l'affilié ou le preneur d'assurance sont valablement effectuées par Ethias à la dernière adresse qui lui a été communiquée.

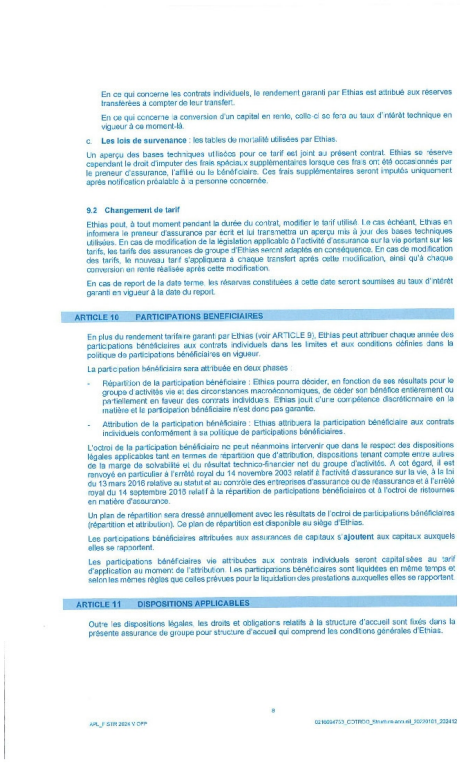
ARTICLE 9 TARIFS

9.1 Tarif applicable

Les tarifs appliqués sont les tarifs des assurances de groupe qu'Ethias a déposés auprès de la BNB. Les bases techniques de ce tarif sont :

a. **Les chargements (frais)** : les chargements d'inventaire, d'acquisition et d'encaissement servant à couvrir les frais d'Ethias. Ces chargements sont à charge des affiliés. Les chargements d'encaissement et d'acquisition sont retenus, le cas échéant, sur les réserves transférées. Le chargement d'inventaire est retenu, le cas échéant, sur les réserves et/ou le capital décès.

b. **Le taux d'intérêt technique** : le taux d'intérêt garanti par Ethias.



En ce qui concerne les contrats individuels, le rendement garanti par Ethias est attribué aux réserves transférées à compter de leur transfert.

En ce qui concerne la conversion d'un capital en rente, celle-ci se fera au taux d'intérêt technique en vigueur à ce moment-là.

c. **Les lois de survenance** : les tables de mortalité utilisées par Ethias.

Un aperçu des bases techniques utilisées pour ce tarif est joint au présent contrat. Ethias se réserve cependant le droit d'imputer des frais spéciaux supplémentaires lorsque ces frais ont été occasionnés par le preneur d'assurance, l'affilié ou le bénéficiaire. Ces frais supplémentaires seront imputés uniquement après notification préalable à la personne concernée.

9.2 Changement de tarif

Ethias peut, à tout moment pendant la durée du contrat, modifier le tarif utilisé. Le cas échéant, Ethias en informera le preneur d'assurance par écrit et lui transmettra un aperçu mis à jour des bases techniques utilisées. En cas de modification de la législation applicable à l'activité d'assurance sur la vie portant sur les tarifs, les tarifs des assurances de groupe d'Ethias seront adaptés en conséquence. En cas de modification des tarifs, le nouveau tarif s'appliquera à chaque transfert après cette modification, ainsi qu'à chaque conversion en rente réalisée après cette modification.

En cas de report de la date terme, les réserves constituées à cette date seront soumises au taux d'intérêt garanti en vigueur à la date du report.

ARTICLE 10 PARTICIPATIONS BENEFICIAIRES

En plus du rendement tarifaire garanti par Ethias (voir ARTICLE 9), Ethias peut attribuer chaque année des participations bénéficiaires aux contrats individuels dans les limites et aux conditions définies dans la politique de participations bénéficiaires en vigueur.

La participation bénéficiaire sera attribuée en deux phases :

- Répartition de la participation bénéficiaire : Ethias pourra décider, en fonction de ses résultats pour le groupe d'activités vie et des circonstances macroéconomiques, de céder son bénéfice entièrement ou partiellement en faveur des contrats individuels. Ethias jouit d'une compétence discrétionnaire en la matière et la participation bénéficiaire n'est donc pas garantie.
- Attribution de la participation bénéficiaire : Ethias attribuera la participation bénéficiaire aux contrats individuels conformément à sa politique de participations bénéficiaires.

L'octroi de la participation bénéficiaire ne peut néanmoins intervenir que dans le respect des dispositions légales applicables tant en termes de répartition que d'attribution, dispositions tenant comme entre autres de la marge de solvabilité et du résultat technico-financier net du groupe d'activités. A cet égard, il est renvoyé en particulier à l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance sur la vie, à la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance et à l'arrêté royal du 14 septembre 2015 relatif à la répartition de participations bénéficiaires et à l'octroi de ristournes en matière d'assurance.

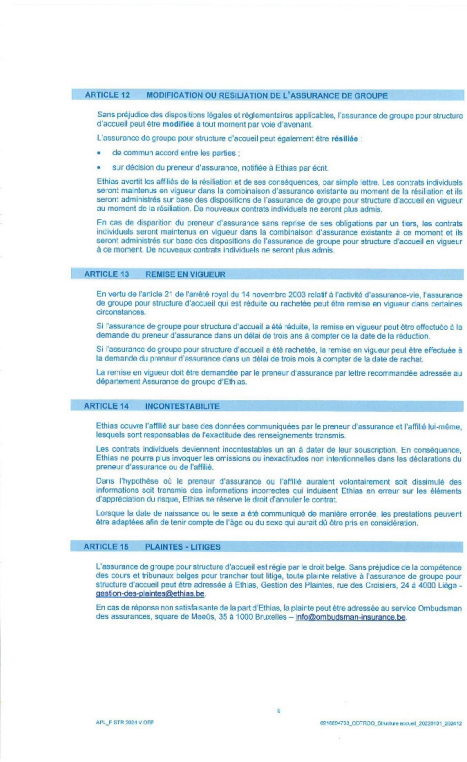
Un plan de répartition sera dressé annuellement avec les résultats de l'octroi de participations bénéficiaires (répartition et attribution). Ce plan de répartition est disponible au siège d'Ethias.

Les participations bénéficiaires attribuées aux assurances de capitaux s'**ajoutent** aux capitaux auxquels elles se rapportent.

Les participations bénéficiaires vie attribuées aux contrats individuels seront capitalisées au tarif d'application au moment de l'attribution. Les participations bénéficiaires sont liquidées en même temps et selon les mêmes règles que celles prévues pour la liquidation des prestations auxquelles elles se rapportent.

ARTICLE 11 DISPOSITIONS APPLICABLES

Outre les dispositions légales, les droits et obligations relatifs à la structure d'accueil sont fixés dans la présente assurance de groupe pour structure d'accueil qui comprend les conditions générales d'Ethias.



ARTICLE 12 MODIFICATION OU RESILIATION DE L'ASSURANCE DE GROUPE

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires applicables, l'assurance de groupe pour structure d'accueil peut être **modifiée** à tout moment par voie d'avenant.

L'assurance de groupe pour structure d'accueil peut également être **résiliée** :

- de commun accord entre les parties ;
- sur décision du preneur d'assurance, notifiée à Ethias par écrit.

Ethias avertit les affiliés de la résiliation et de ses conséquences, par simple lettre. Les contrats individuels seront maintenus en vigueur dans la combinaison d'assurance existante au moment de la résiliation et ils seront administrés sur base des dispositions de l'assurance de groupe pour structure d'accueil en vigueur au moment de la résiliation. De nouveaux contrats individuels ne seront plus admis.

En cas de disparition du preneur d'assurance sans reprise de ses obligations par un tiers, les contrats individuels seront maintenus en vigueur dans la combinaison d'assurance existante à ce moment et ils seront administrés sur base des dispositions de l'assurance de groupe pour structure d'accueil en vigueur à ce moment. De nouveaux contrats individuels ne seront plus admis.

ARTICLE 13 REMISE EN VIGUEUR

En vertu de l'article 21 de l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance-vie, l'assurance de groupe pour structure d'accueil qui est réduite ou rachetée peut être remise en vigueur dans certaines circonstances.

Si l'assurance de groupe pour structura d'accueil a été réduite, la remise en vigueur peut être effectuée à la demande du preneur d'assurance dans un délai de trois ans à compter de la date de la réduction.

Si l'assurance de groupe pour structure d'accueil a été rachetée, la remise en vigueur peut être effectuée à la demande du preneur d'assurance dans un délai de trois mois à compter de la date de rachat.

La remise en vigueur doit être demandée par le preneur d'assurance par lettre recommandée adressée au département Assurance de groupe d'Ethias.

ARTICLE 14 INCONTESTABILITE

Ethias couvre l'affilié sur base des données communiquées par le preneur d'assurance et l'affilié lui-même, lesquels sont responsables de l'exactitude des renseignements transmis.

Les contrats individuels deviennent incontestables un an à dater de leur souscription. En conséquence, Ethias ne pourra plus invoquer les omissions ou inexactitudes non intentionnelles dans les déclarations du preneur d'assurance ou de l'affilié.

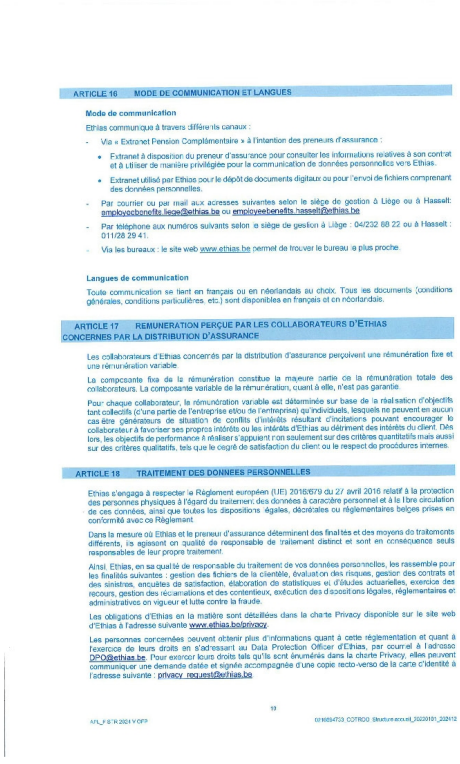
Dans l'hypothèse où le preneur d'assurance ou l'affilié auraient volontairement soit dissimulé des informations soit transmis des informations incorrectes qui induisent Ethias en erreur sur les éléments d'appréciation du risque, Ethias se réserve le droit d'annuler le contrat.

Lorsque la date de naissance ou le sexe a été communiqué de manière erronée, les prestations peuvent être adaptées afin de tenir compte de l'âge ou du sexe qui aurait dû être pris en considération.

ARTICLE 15 PLAINTES - LITIGES

L'assurance de groupe pour structure d'accueil est régie par le droit belge. Sans préjudice de la compétence des cours et tribunaux belges pour trancher tout litige, toute plainte relative à l'assurance de groupe pour structure d'accueil peut être adressée à Ethias, Gestion des Plaintes, rue des Croisiers, 24 à 4000 Liège - gestion-des-plaintes@ethias.be.

En cas de réponse non satisfaisante de la part d'Ethias, la plainte peut être adressée au service Ombudsman des assurances, square de Meeûs, 35 à 1000 Bruxelles – info@ombudsman-insurance.be.



ARTICLE 16 MODE DE COMMUNICATION ET LANGUES

Mode de communication

Ethias communique à travers différents canaux :

- Via « Extranet Pension Complémentaire » à l'intention des preneurs d'assurance :
  - Extranet à disposition du preneur d'assurance pour consulter les informations relatives à son contrat et à utiliser de manière privilégiée pour la communication de données personnelles vers Ethias.
  - Extranet utilisé par Ethias pour le dépôt de documents digitaux ou pour l'envoi de fichiers comprenant des données personnelles.
- Par courrier ou par mail aux acresses suivantes selon le siège de gestion à Liège ou à Hasselt: employeebenefits.liege@ethias.be ou employeebenefits.hasselt@ethias.be
- Par téléphone aux numéros suivants selon le siège de gestion à Liège : 04/232 88 22 ou à Hasselt : 011/28 29 41.
- Via les bureaux : le site web www.ethias.be permet de trouver le bureau le plus proche.

Langues de communication

Toute communication se tient en français ou en néerlandais au choix. Tous les documents (conditions générales, conditions particulières, etc.) sont disponibles en français et en néerlandais.

ARTICLE 17 REMUNERATION PERCUE PAR LES COLLABORATEURS D'ETHIAS CONCERNES PAR LA DISTRIBUTION D'ASSURANCE

Les collaborateurs d'Ethias concernés par la distribution d'assurance perçoivent une rémunération fixe et une rémunération variable.

La composante fixe de la rémunération constitue la majeure partie de la rémunération totale des collaborateurs. La composante variable de la rémunération, quant à elle, n'est pas garantie.

Pour chaque collaborateur, la rémunération variable est déterminée sur base de la réalisation d'objectifs tant collectifs (c'une partie de l'entreprise et/ou de l'entreprise) qu'individuels, lesquels ne peuvent en aucun cas être générateurs de situation de conflits d'intérêts résultant d'incitations pouvant encourager le collaborateur à favoriser ses propres intérêts ou les intérêts d'Ethias au détriment des intérêts du client. Dès lors, les objectifs de performance à réaliser s'appuient non seulement sur des critères quantitatifs mais aussi sur des critères qualitatifs, tels que le degré de satisfaction du client ou le respect de procédures internes.

ARTICLE 18 TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

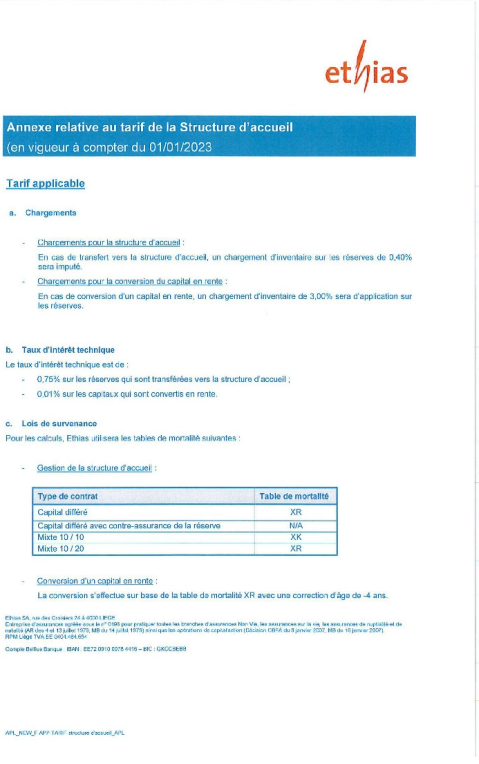
Ethias s'engage à respecter le Règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que toutes les dispositions légales, décrétales ou réglementaires belges prises en conformité avec ce Règlement.

Dans la mesure où Ethias et le preneur d'assurance déterminent des finalités et des moyens de traitements différents, ils agissent en qualité de responsable de traitement distinct et sont en conséquence seuls responsables de leur propre traitement.

Ainsi, Ethias, en sa qualité de responsable du traitement de vos données personnelles, les rassemble pour les finalités suivantes : gestion des fichiers de la clientèle, évaluation des risques, gestion des contrats et des sinistres, enquêtes de satisfaction, élaboration de statistiques et d'études actuarielles, exercice des recours, gestion des réclamations et des contentieux, exécution des dispositions légales, réglementaires et administratives en vigueur et lutte contre la fraude.

Les obligations d'Ethias en la matière sont détaillées dans la charte Privacy disponible sur le site web d'Ethias à l'adresse suivante www.ethias.be/privacy.

Les personnes concernées peuvent obtenir plus d'informations quant à cette réglementation et quant à l'exercice de leurs droits en s'adressant au Data Protection Officer d'Ethias, par courriel à l'adresse DPO@ethias.be. Pour exercer leurs droits tels qu'ils sont énumérés dans la charte Privacy, elles peuvent communiquer une demande datée et signée accompagnée d'une copie recto-verso de la carte d'identité à l'adresse suivante : privacy_request@ethias.be.



ethias

Annexe relative au tarif de la Structure d'accueil
(en vigueur à compter du 01/01/2023

Tarif applicable

a. Chargements

- Chargements pour la structure d'accueil :

  En cas de transfert vers la structure d'accueil, un chargement d'inventaire sur les réserves de 0,40% sera imputé.
- Chargements pour la conversion du capital en rente :

  En cas de conversion d'un capital en rente, un chargement d'inventaire de 3,00% sera d'application sur les réserves.

b. Taux d'intérêt technique

Le taux d'intérêt technique est de :

- 0,75% sur les réserves qui sont transférées vers la structure d'accueil ;
- 0,01% sur les capitaux qui sont convertis en rente.

c. Lois de survenance

Pour les calculs, Ethias utilisera les tables de mortalité suivantes :

- Gestion de la structure d'accueil :

Type de contrat	Table de mortalité
Capital différé	XR
Capital différé avec contre-assurance de la réserve	N/A
Mixte 10 / 10	XK
Mixte 10 / 20	XR

- Conversion d'un capital en rente :

  La conversion s'effectue sur base de la table de mortalité XR avec une correction d'âge de -4 ans.

Ethias SA, rue des Croisiers 24 à 4000 LIEGE
Entreprise d'assurances agréée sous le n° 0098 pour pratiquer toutes les branches d'assurances Non-Vie, les assurances sur la vie, les assurances de capitalisation et de nuptialité (AR des 4 et 13 juillet 1975, MB du 14 juillet 1975) et opérations de capitalisation (Décision CBFA du 5 janvier 2006, MB du 19 janvier 2006).
RPM Liège TVA BE 0404-484-654

Compte Belfius Banque : IBAN : BE72 0910 0078 4116 – BIC : GKCCBEBB

11- REDEVANCE POUR LA DEMANDE, LA MODIFICATION OU LA DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT D'URBANISME, D'UN PERMIS D'URBANISME OU D'UN PERMIS D'URBANISATION - EXERCICES 2025-

2031

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, spécialement son article L1122-30 ;

Vu le Code du Développement Territorial (CoDT) ;

Vu la Circulaire du 30 mai 2024 relative à l'élaboration des budgets des Communes et des CPAS de la Région wallonne […] pour l'année 2025 ;

Considérant que le rendement de la taxe est estimé à 20.000,00 € par an ;

Vu notre délibération du 29 février 2016 marquant notre accord sur la convention cadre avec l'Association Intercommunale pour le Démergement et l'Epuration des Communes de la Province de LIÈGE visant à confier à celle-ci notamment le contrôle de la conformité des travaux par rapport au permis octroyé en ce qui concerne l'égouttage et les ouvrages de gestion des eaux de pluies des lotissements ;

Considérant qu'il s'indique de prévoir également la récupération des frais engagés dans ce cadre ;

Attendu l'avis favorable écrit et motivé, émis en date du 6 février 2025 par Madame la Directrice financière sous la référence LEG0789 : " *Le projet de délibération adopte une augmentation des taux de taxation relatifs aux redevances urbanistiques. Le projet de délibération apparait conforme aux dispositions légales.* " ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

ARRETE, par 17voix pour, 0 voix contre et 1 abstention (Monsieur JAMAGNE), le nombre de votants étant de 18 :

Article 1er : Il est établi pour les exercices 2025 à 2031 une redevance communale pour la demande, la modification ou la délivrance des documents suivants :

- Certificat d'urbanisme n° 1 : 71,15 € ;
- Certificat d'urbanisme n° 2: 237,18 € ;
- Permis d'urbanisme : 237,18 € par logement, la redevance étant due par unité d'habitation individuelle figurant aux plans ;
- Permis d'urbanisme ou certificats avec écart du schéma de développement du territoire ou avec dérogation au plan de secteur : 415,07 € ;
- Permis d'urbanisme de régularisation : 592,55 € (si le traitement du dossier entraine une dépense supérieur au taux forfaitaire, le cout sera facturé sur base d'un décompte des frais réels) ;
- Permis d'urbanisation : 237,18 € par parcelle, la redevance étant due pour chacun des lots créés par la division de la parcelle ;
- Frais de publication dans la presse : au coût réel ;
- Frais d'intervention de l'AIDE : au coût réel ;
- Vérification d'implantation: 355,57 €.

Article 2 : La redevance sera indexée annuellement, le nouveau montant obtenu étant arrondi à la dizaine de centimes.

Article 3 : La redevance est due par la personne physique ou morale qui demande le certificat, la déclaration ou le permis.

Article 4 : Elle doit être payée :

- au moment de l'introduction de la demande pour les certificats, permis d'urbanisme et contrôle de l'implantation ;
- à l'obtention du permis d'urbanisation

Article 5 : Pour les frais de publication et d'intervention de l'AIDE, la redevance doit être payée dans les 2 mois à dater de l'envoi par l'administration communale

du décompte du coût réel des frais engagés.

Article 6 : Les précédents règlements seront automatiquement abolis dès que celui-ci sera exécutoire.

Article 7 : La présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle.

12- SITUATION DE LA CAISSE COMMUNALE - AOUT À NOVEMBRE 2024

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le Règlement général de la comptabilité communale ;

Vu les documents produits par Madame la Directrice financière et contrôlés par Madame Isabelle JUPRELLE, Echevine en charge des Finances, à la date de la situation de caisse ;

Après avoir entendu en son rapport Madame l'Echevine Isabelle JUPRELLE ;

PREND ACTE de la situation de la caisse communale à la date suivante :

- 31 aout 2024 : solde débiteur de 2.405.567,01 € ;
- 30 septembre 2024 : solde débiteur de 2.033.284,99 € ;
- 31 octobre 2024 : solde débiteur de 2.111.164,58 € ;
- 30 novembre 2024 : solde débiteur de 2.493.604,11 €.

13- RAPPORT SUR LA SITUATION DE L'ADMINISTRATION ET DES AFFAIRES DE LA COMMUNE (ARTICLE L1122-23 DU CODE DE LA DÉMOCRATIE LOCALE ET DE LA DÉCENTRALISATION)

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Attendu le rapport dressé par le Collège communal sur la situation et les affaires de la Commune du 1er octobre 2023 au 30 septembre 2024 ;

Vu les corrections apportées en séance : " *Décès : 54 dont 32 de sexe masculin et 22 de sexe féminin* " ;

Après avoir entendu le Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18, d'approuver le rapport dressé par le Collège communal, en vertu de l'article L1122-23 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation sur la situation et les affaires de la Commune du 1er octobre 2023 au 30 septembre 2024 :

Province de Liège
Arrondissement de Liège

COMMUNE DE TROOZ

Rapport établi en vertu de l'article L 1122-23
du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

BUDGET 2025

Mesdames, Messieurs,

Le Collège communal a l'honneur de vous présenter le rapport établi en **vertu de l'article L 1122**-23 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

du 01/10/2023 au 30/09/2024

I ADMINISTRATION GENERALE

La composition du Conseil communal du 01/10/2023 au 30/09/2024 s'établit comme suit :

M. Fabien BELTRAN, Bourgmestre
M. Enrico NORI 1er Echevin
Mme Isabelle JUPRELLE, Echevine
M. Sébastien MARCQ, Echevin
Mme Joëlle DEGLIN, Echevine
M. Etienne VENDY, Président du CPAS
M. Arthur DEGEE, Conseiller communal
M. Nicolas SOOLS, Conseiller communal
Mme Ana GONZZLEZ SANZ, Conseillère communale
M. Riccardo LAINERI, Conseiller communal
M. Marc JAMAGNE, Conseiller communal
M. Jonathan FELIX, Conseiller communal
M. Hubert JAMART, Conseiller communal
Mme Anne-Lyse DENOOZ, Conseillère communale
M. Olivier DEBOR, Conseiller communal
Mme Ana GONZALEZ SANZ, Conseillère communale
Mme Marie TRIBOLET, Conseillère communale
M. Mike ADELAIN, Conseiller communal
M. Lionel ROLAND, Conseiller communal

Du 01/10/2023 au 30/09/2024, le Conseil communal a tenu 10 séances au cours desquelles il a été délibéré sur 432 points.

La composition du Collège communal du 01/10/2023 au 30/09/2024
s'établit comme suit :

Monsieur Fabien BELTRAN, Bourgmestre,
Etat civil, Population, Cérémonies, Sécurité, Police, Pompiers, Personnel communal, Tutelle sur le CPAS, Jeunesse, Sports, Plan de Cohésion Sociale, Affaires patriotiques

Monsieur Enrico NORI, 1er Echevin,
Travaux, Bâtiments communaux, Patrimoine, Environnement, Ecologie, Cimetières, Parc automobile, Matériel et Outillage, Salles communales, Loisirs et manifestations extérieures

Madame Isabelle JUPRELLE, Echevine,
Finances et Budget, Enseignement, Affaires économiques, Commerce, Emploi, Cultes et Laïcité

Monsieur Sébastien MARCQ, Echevin,
PCDR, Urbanisme, Aménagement du territoire, Mobilité, Agriculture

Madame Joëlle DEGLIN, Echevine
Tourisme, Culture, Communication, Nouvelles technologies, Bibliothèques, Comités de quartier

Monsieur Etienne VENDY, Président du CPAS,
CPAS, Santé Publique, Affaires Sociales

Du 01/10/2023 au 30/09/2024, le Collège communal a tenu 52 séances au cours desquelles il a été délibéré sur 2299 points.

II PERSONNEL COMMUNAL

Engagements

- Madame Analyn AGCAOILI, enseignante :
  - CDD DU 30/09/2023 AU 05/7/2024
  - CDD du 26/08/2024 au 30/09/2024
- Madame Johanna BASSIS, enseignante :
  - CDD du 26/08/2024 au 30/09/2024
- Madame Manon BOLANOS RODRIGUEZ, éducatrice :
  - Contrat de remplacement du 29/01/2024 au 31/05/2024
  - CDD du 01/07/2024 au 30/09/2024
- **Monsieur Sabri BOUSETTA, employé d'administration** :
  - CDD du 13/05/2024 au 31/12/2024
- **Madame Laurence BRISON, employée d'administration** :
  - CDI à partir du 30/10/2023
- Madame Caroline CHARBON, enseignante :
  - CDD du 02/10/2023 au 05/07/2024
  - CDD du 26/08/2024 au 30/09/2024
- **Monsieur Clément CHRISTOPHER, employé d'administration** :
  - CDD du 19/08/2024 au 31/12/2024
- Monsieur Stefan DEBOUT, ouvrier – service des travaux :
  - CDD du 01/10/2023 au 31/12/2023
  - CDD du 01/01/2024 au 23/08/2024
  - CDI à partir du 24/08/2024
- **Monsieur Damien DIEDEREN, employé d'administration** :
  - CDI à partir du 25/06/2024
- Monsieur Benoit FRONCIONE, ouvrier – service des travaux :
  - CDI à partir du 03/06/2024
- Monsieur Robin FUENTES LORENZO, ouvrier – service des travaux :
  - CDI à partir du 18/03/2024
- Monsieur Dominique GILSON, ouvrier – service des travaux :
  - CDI à partir du 05/02/2024
- Monsieur Gilles GOFFARD, stagiaire IFAPME
  - CDD du 01/08/2024 au 30/09/2025

- Monsieur Pierre GRETZ, ouvrier – service des travaux :
  - CDD du 10/02/2023 au 31/10/2023
  - CDD du 01/11/2023 au 30/04/2024

- Madame Isabelle HOUNSOU-**VE, employée d'administration** :
  - CDI à partir du 01/10/2023

- Madame Alison LEMPERE, auxiliaire professionnelle :
  - CDD du 23/12/2023 au 30/06/2024

- Monsieur Fabien MALGALE, ouvrier – service des travaux :
  - CDD du 03/05/2023 au 30/10/2023
  - CDD du 31/10/2023 au 31/03/2024
  - CDI à partir du 01/04/2024

- Madame Sophie MARTINS-MARQUES, auxiliaire professionnelle :
  - Contrat de remplacement du 23/05/2024 au 30/06/2024
  - Contrat de remplacement du 15/07/2024 au 16/08/2024
  - Contrat de remplacement du 12/08/2024 au 31/12/2024

- Monsieur Julien MARVILLE, enseignant :
  - CDD du 02/10/2023 au 05/07/2024
  - CDD du 26/08/2024 au 30/09/2024

- Madame Vanessa MELLONI, enseignante :
  - CDD du 02/10/2023 au 05/07/2024
  - CDD du 26/08/2024 au 30/09/2024

- Monsieur Abdallah OUGZIM, ouvrier – service des travaux :
  - CDD du 17/08/2023 au 16/02/2024
  - CDD du 17/02/2024 au 16/07/2024
  - CDI à partir du 18/07/2024

- Monsieur Nicolas PEZZIN, ouvrier – service des travaux :
  - CDD du 01/10/2023 au 31/12/2023
  - CDI à partir du 01/01/2024

- Monsieur Jérôme RASKIN, ouvrier – service des travaux :
  - CDD du 01/04/2023 au 31/12/2023
  - CDI à partir du 01/01/2024

- Madame Manon ROORDA, auxiliaire professionnelle :
  - Contrat de remplacement du 26/02/2024 au 14/04/2024
  - Contrat de remplacement du 11/03/2024 au 30/04/2024
  - Contrat de remplacement du 16/07/2024 au 16/08/2024
  - Contrat de remplacement à partir du 11/03/2024
  - CDD du 26/08/2024 au 30/09/2024

- Madame Elsa SAPION, auxiliaire professionnelle :
  - Contrat de remplacement du 09/10/2023 au 30/11/2023
  - CDD du 23/12/2023 au 30/06/2024
  - Contrat de remplacement du 08/01/2024 au 30/04/2024

- **Monsieur Bernard SQUELIN, employé d'administration** :
  - PFI du 06/11/2023 au 03/03/2024
  - CDD du 04/03/2024 au 30/06/2024

Interruptions partielles de carrière

- Du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025, Madame Véronique BERNARD a sollicité une **interruption partielle de carrière à concurrence d'1/5è temps.**
- Du 15 août 2024 au 12 août 2025, Madame Laurence BINAME, agent APE, a sollicité une **réduction d'horaire d'1/5 temps dans le cadre d'un congé parental.**
- Du 1er mars 2024 au 28 février 2025, Madame Nathalie LABEYE, a sollicité une réduction **d'horaire d'1/5 temps dans le cadre** du régime général.
- Du 8 octobre 2024 au 7 juin 2025, Madame Aaricia HUSQUINET, a sollicité une réduction **d'horaire d'1/5 temps dans le cadre d'un congé parental.**
- Du 1er **mars 2023 jusqu'à sa pension, Monsieur Adelin PURNELLE, a sollicité une réduction d'horaire d'1/5 temps dans le cadre du régime fin de carrière.**
- Du 1er mars 2023 au 31 octobre 2024, Monsieur Vincent VARANAVICIUS, a sollicité une **réduction d'horaire d'1/5 temps dans le cadre du régime général.**
- Du 1er **janvier 2023 jusqu'à sa pension, Madame Isabelle VIGOUREUX, a sollicité une réduction d'horaire d'1/3 temps dans le cadre du régime fin de carrière.**
- Du 22 juin 2024 au 21 février 2026, Madame Elodie WEERTS, a sollicité une réduction **d'horaire d'1/5 temps dans le cadre d'un congé parental.**

Licenciements

- **Madame Géraldine D'Huart, employée –** Educatrice - Service de la jeunesse, sous statut APE CDI à partir du 23/01/2023 – Licenciement au 10 mars 2024

Départs volontaires

- Monsieur Louis ALLEMAND, employé – Educateur - Service de la jeunesse, sous statut APE
  - CDI à partir du 23/01/2023 – Démission au 10/12/2023
- Madame Cindy VINCENT, employée - Service urbanisme
  - CDI à partir du 01/06/2023 – Démission au 29/02/2024
- Madame Julie LONGLE, employée - Service R.H.
  - CDI à partir du 23/01/2023 – Démission au 10/03/2024

Départs à la retraite

2024

- Le 31 octobre 2023, Monsieur Daniel COLLARD, brigadier
- Le 1er janvier 2024, Monsieur Daniel DE TEMMERMAN, chef de bureau
- Le 1er mars 2024, Monsieur Adelin PURNELLE, ouvrier
- Le 1er mai 2024, Monsieur Gianpiero SARTINI, employé administratif

III ETAT CIVIL ET POPULATION

- Naissances : 87 dont 38 de sexe masculin et 49 de sexe féminin
- Reconnaissances in utero : 41
- Reconnaissances : 1
- Adoptions : 1
- Mariages : 36
- Divorces : - **(ne sont plus transcrits par l'Etat**-Civil)
- Décès : 54 dont 32 de sexe masculin et 22 de sexe féminin.
- **Transcription d'un acte de décès survenu à l'étranger** : 1
- Déclarations de mariage : 33
- Déclarations de nationalité Art. 12 Bis : 11
- **Déclarations d'option de nationalité art. 16** : 0
- **Transcription d'acte de naissance à l'étranger** : 6
- **Transcription d'un jugement d'annulation de reconnaissance** : 0
- **Transcription acte de mariage contracté à l'étra**nger : 1
- **Transcription d'un jugement d'établissement de paternité** : 0
- **Transcription d'un jugement de reconnaissance d'actes étrangers** : 0
- **Jugement déclaration d'absence** : 0
- **Modification d'enregistrement du sexe** : 0
- Changement de prénom : 1
- Changement de nom : 3

- Population au 30/09/2023 : Hommes : 4.047
  Femmes : 4.153
  Total 8.200

Les informations concernant le fichier de la population sont transmises journellement au Registre National via le système interne du service population.

Du 01/10/2023 au 30/09/2024, 39 personnes ont été inscrites au fichier du Registre National.
Les dossiers de naissances sont effectués par les communes pilotes.

Cartes d'identité européennes.

Cartes émises du 01/10/2023 au 30/09/2024 :
- 865 cartes d'identité (EiD) ont été délivrées à des personnes de nationalité belges de plus de 12 ans.

Autres cartes d'identité.

- 249 **attestations d'immatriculation ont été délivrées à des personnes de nationalité** étrangère.

- 301 cartes d'identité avec photo (Kids) ont été délivrées à des enfants de nationalité belge de moins de 12 ans.

- 31 **cartes d'identité pour enfants étrangers de mo**ins de 12 ans ont été délivrées pour **voyager à l'étranger.**

- 185 titres de permis de séjour électroniques pour Etranger.

Passeports.

Du 01/10/2023 au 30/09/2024, 489 formules ont été délivrées.

Titres de voyage pour réfugiés :

Du 01/10/2023 au 30/09/2024 : 82 formules ont été délivrées.

IV ELECTORAT

Pour être électeur et figurer au registre des électeurs, il faut :
- Être âgé de 18 ans accomplis.
- Être inscrit au registre de la population de la commune.
- Ne pas être exclu ou suspendu des droits électoraux.

Au 01/04/2024 : la commune comptait :
- 5.987 électeurs belges
- 42 électeurs belge et européens
- 184 électeurs belges et européens âgés entre 16 et 18 ans
- **13 électeurs belges résidant à l'étranger**

Au 01/08/2024 : la commune comptait :
- 6.034 électeurs belges
- 98 électeurs européens
- 8 électeurs non européens

V PERMIS DE CONDUIRE

597 permis de conduire et titres ont été rédigés ;
107 permis de conduire provisoires ont été rédigés ;
52 permis de conduire internationaux ont été rédigés.

Rapport établi en vertu de l'article L 1122-23 du Code
de la démocratie locale et de la décentralisation
BUDGET 2025

VI ENSEIGNEMENT

Pour le calcul de l'encadrement des enfants, sont pris en compte :

a) **pour l'**enseignement primaire :
la population scolaire au 15/01/2024 pour les groupes scolaires I et II.

b) **pour l'**enseignement maternel :
la population scolaire au 30/09/2024 pour les groupes scolaires I et II

c) pour les cours philosophiques : la population scolaire au 30/09/2024.

Depuis le 1er octobre 2020, des périodes supplémentaires FLA (Français Langue **d'Apprentissage)** sont octroyées aux deux groupes scolaires, en maternelle et en primaire, dans le cadre du Décret du 7 février 2019 **visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maitrisent pas la langue de l'enseignement. Alors qu'en** 2021-2022, ces périodes concernaient les élèves de M2 à P6 ayant obtenu un résultat faible (B) ou très faible (C), elles ne concernaient plus que les élèves de M2 à P4 ayant eu un résultat très faible (C) en 2022-2023 puis uniquement ceux de M3, P1 et P2 ayant obtenu le même résultat en 2023-2024.

Le coefficient de période obtenue par élève « FLA » était de 0,4 pour les deux premières années scolaires puis est passé à 0,3 durant la dernière.

Depuis 2022-**2023, des périodes d'accompagnement** personnalisé (AP) sont mises en **place afin de faire face aux difficultés d'apprentissage** en organisant :
- **des dispositifs de différenciation et d'accompagnement personnalisé à destination de** tous les élèves, **dès le début de l'année scolaire** ;
- des dispositifs spécifiques et complémentaires de différenciation et **d'accompagnement personnalisé pour les élèves présentant des difficultés d'apprentissage persistante**s.

Ces périodes, dites « périodes AP », se répartissent comme suit :
- **4 périodes d'AP en 1**re et 2ème primaires ;
- **2 périodes d'AP en 3**ème, 4ème et 5ème primaires. D**ans nos écoles, l'AP se fait également** pour les élèves de 6ème primaire.

Rappelons que ces périodes doivent être organisées, mais qu'aucune subvention n'est prévue dans ce cadre.

Rapport établi en vertu de l'article L 1122-23 du Code
de la démocratie locale et de la décentralisation
BUDGET 2025

GROUPE I

Fraipont : Maternelle : 42 inscrits (dont 11 primo-arrivants)
3 classes

Primaire : 74 inscrits
4 classes + 1 classe du DASPA

Nessonvaux : Maternelle : 18 inscrits (dont 1 primo-arrivant)
1 classe

Primaire : 37 inscrits
3 classes

TOTAL PRIMAIRE : 111 inscrits

TOTAL MATERNELLE : 60 inscrits
Périodes FLA : 2
Périodes élèves primo ou assimilés- primo : 12

CAPITAL-PERIODES : Primaire : 227 périodes =
156 périodes de classes
+ 11 **périodes d'accompagnement personnalisé**
+ 8 périodes de langues modernes
+ 12 périodes d'adaptation
+ 0 période de reliquat reçue
+ 10 **périodes d'encadrement différencié**
+ 6 périodes citoyenneté commune,
soit 7 classes + classe DASPA + 24 périodes de direction

Dans le groupe I :
1 1 Directeur sans classe à titre stagiaire ;
2 8 **emplois d'instituteur(trice)e primaires (dont un dans la classe DASPA)**
3 4 **emplois d'institutrices maternelles à temps plein (+ ½ emploi en qualité d'APE)**

Dans les *classes primaires*, les emplois sont tenus par :
- 1 titulaire nommé à titre définitif à temps plein ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif, à raison de 4 périodes hebdomadaires, qui preste 2 **périodes d'accompagnement personnalisé «** AP » en P1-P2 et 2 en P5-P6, en congé de maladie ;

Rapport établi en vertu de l'article L 1122-23 du Code
de la démocratie locale et de la décentralisation
BUDGET 2025

- 1 titulaire à titre définitif à temps plein, dont un mi-temps généré par le nombre **d'élèves dans la classe DASPA + 6 périodes supplémentaires IP dans le Daspa +** 6 périodes à destination des assimilés primo-arrivants « APA » ;
- 2 titulaires nommés à titre définitif à temps plein, qui prestent chacune 2 périodes **d'accompagnement personnalisé «** AP **» l'une en en P3**-P4 **et l'autre en P5**-P6 ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif, à raison de 8 périodes hebdomadaires, dont 4 **périodes d'aide en P3**-P4 et 4 en P5-P6 ;
- 1 titulaire nomm**é à titre définitif à temps plein, dont 17 périodes d'aide en P2 et** 7 **périodes d'accompagnement personnalisé «** AP » en P1-P2 ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif, dont une période à destination des assimilés primo-arrivants « APA » en P1-P2 ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif à temps plein, dont 2 **périodes d'accompagnement** personnalisé « AP » en P1-P2, en congé de maladie ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif à temps plein, dont 2 **périodes d'accompagnement** personnalisé « AP » en P3-P4 et 10 période**s d'encadrement différencié en P5**-P6 ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif, à temps plein, en congé pour prestations réduites pour convenance personnelle à mi-temps, qui preste 5 périodes dans le groupe I, afin de prendre en charge la gestion des cyberclasses pour 2 périodes et désigné en qualité de référent numérique (missions collectives) pour 3 périodes ;
- 1 titulaire à titre temporaire à raison de 9 périodes dont 4 périodes **d'accompagnement personnalisé «** AP » (2 en P1-P2 et 2 en P5-P6) en remplacement du titulaire en congé de maladie, ainsi que 4 périodes générées par des élèves assimilés primo-arrivants « APA » et 1 période « FLA » ;
- 1 **titulaire à titre temporaire à temps plein, dont 2 périodes d'accompagnement** personnalisé « APA » en P1-P2, en **remplacement d'un titulaire à titre définitif à** temps plein en congé de maladie ;
- 1 titulaire maître en éducation physique à titre définitif à raison de 10 périodes hebdomadaires ;
- 1 titulaire maître en éducation physique à titre définitif à raison de 3 périodes hebdomadaires ;
- 1 titulaire maître en éducation physique à raison de 4 périodes hebdomadaires (2 pour Nessonvaux et 2 pour Daspa), à charge du PO ;
- 1 titulaire maître de seconde langue : anglais, à titre définitif à raison de 2 périodes hebdomadaires ;
- 1 titulaire maître de seconde langue : néerlandais, à titre définitif à raison de 6 périodes hebdomadaires ;
- 1 titulaire maître de seconde langue : anglais, à charge PO, à raison de 6 périodes hebdomadaires ;
- 1 titulaire maître de philosophie et citoyenneté à titre définitif à raison de 6 périodes hebdomadaires (cours commun).

Dans les <u>classes *maternelles*</u>, les emplois sont tenus par :

4 3 titulaires nommés à titre définitif, à temps plein ;
5 1 titulaire, en congé dans sa fonction de maîtresse de psychomotricité à titre définitif à mi-**temps, à titre temporaire, à raison d'un mi**-temps ;
6 1 titulaire temporaire à mi-temps ;

- 1 titulaire sous statut APE, à mi-temps, en congé de maternité ;
- 1 titulaire à titre temporaire, à raison de 5 périodes pour les primo-arrivants « P-APA » et 2 périodes « FLA » ;
- 1 titulaire sous statut APE, à mi-temps, en remplacement de la titulaire APE à mi-temps en congé de maternité.

<u>Cours philosophiques</u>

- Cours de philosophie et citoyenneté : 3 périodes ;
- Cours de religion catholique : 3 périodes ;
- Cours de religion islamique : 3 périodes.

<u>Education physique</u>

Les périodes d'éducation physique dispensées aux élèves sont réparties comme suit : deux heures de gymnastique pour les élèves de la 1ère à la 6ème primaire. Nouveauté en 2024-2025 **; l'horaire hebdomadaire des élèves de P5 comprend** 3 **périodes d'éducation physique. Cette augmentation ne modifie toutefois pas le** volume horaire total des élèves de P5.
Cette année encore, en raison de la fermeture de nombreuses piscines en région liégeoise et d**es difficultés d'accès à une piscine proche, les cours de natation en** 1ère et 2e **primaires ainsi qu'en maternelle, sont** actuellement remplacés par des **cours d'éducation physique**.

Ces périodes sont dispensées par :

- Madame Bollette : 10 périodes ;
- Madame Charbon : 7 périodes (dont 4 à charge du P.O.).

****

GROUPE II

Prayon : Maternelle : 22 inscrits
1,5 classe

Primaire : 46 inscrits
3 classes

La Brouck : Maternelle : 16 inscrits
1 classe

Primaire : 31 inscrits
3 classes

Péry : Maternelle: 21 inscrits
1,5 classe

Primaire : 67 inscrits
4 classes

TOTAL PRIMAIRE : 144 inscrits.

TOTAL MATERNELLE : 59 élèves
Périodes FLA : 3

CAPITAL-PERIODES : Primaire : 289 périodes =
208 périodes de classes
+ 15 **périodes d'accompagnement personnalisé**
+ 10 périodes de langues modernes
+ 24 **périodes d'adaptation**
+ 0 période de reliquat reçues
+ 8 périodes de philosophie et citoyenneté,
soit 9 classes + 24 compléments de direction

<u>Dans le groupe II</u> :

- 1 Directeur sans classe ;
- 10 **emplois d'instituteur(trice)s primaires titulaires de classe** ;
- 5 **emplois d'institutrices maternelles.**

1. Dans <u>*les classes primaires*</u>, les emplois sont tenus par :

- **1 titulaire nommé à titre définitif à raison de deux mi-temps, en congé pour exercer la fonction de directeur d'école stagiaire du groupe 1 à temps plein ;**
- 1 titulaire nommé à titre définitif à temps plein ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif à temps plein dont deux périodes **d'accompagnemen**t personnalisé « AP » en P1-P2 ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif à temps plein, en congé pour un mi-temps thérapeutique ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif, à raison de 20 périodes hebdomadaires, dont 8 **périodes d'instituteur primaire et 12 périodes d'accompagnement personnalisé** « AP » (6 en P1-P2, 2 en P3-P4 et 4 en P5-P6), en congé de maladie ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif, à raison de 16 périodes, en congé pour un mi-temps thérapeutique, qui preste 4 **périodes d'adaptation ;**
- **1** titulaire nommé à titre définitif, à raison de 19 périodes hebdomadaires, en congé pour prestations réduites pour convenance personnelle à mi-temps, en charge de la gestion des cyberclasses pour 3 périodes et désigné en qualité de référent numérique (missions collectives) pour 4 périodes ;
- 1 **titulaire à titre temporaire, dont 2 périodes d'accompagnement personnalisé** « AP » en P1-P2 ;
- **1 titulaire à titre temporaire, à mi-temps, en remplacement d'un titulaire nommé à titre définitif en congé pour effectuer un stage en qualité de directeur d'école ;**
- 1 titulaire à titre temporaire à mi-temps ;
- 1 titulaire à titre temporaire, à raison de 14 périodes hebdomadaires, en **remplacement d'un titulaire nommé à** titre définitif en congé pour mi-temps thérapeutique et 2 **périodes d'accompagnement personnalisé «** AP » en P3-P4 ;
- 1 titulaire à titre temporaire, à raison de 18 périodes hebdomadaires, dont 12 périodes **en remplacement d'un agent en congé pour un mi**-temps thérapeutique et 6 **périodes d'accompagnement personnalisé «** AP **» dont 4 en remplacement d'un** titulaire en congé de maladie (2 en P1-P2 et 2 en P5-P6) et 2 en P5-P6 ;
- 1 titulaire à titre temporaire en raison de 18 périodes hebdomadaires, dont 12 périodes e**n remplacement d'un titulaire nommé à titre définitif en congé pour** prestations réduites pour convenance personnelle à mi-temps, 2 périodes **d'accompagnement personnalisé «** AP » en P3-**P4 et 4 périodes d'adaptation en** P5-P6 ;
- 1 titulaire à titre temporaire, **à raison de 6 périodes d'accompagnement personnalisé** « AP » (4 en P1-P2 et 2 en P5-**P6), en remplacement d'un titulaire en congé de** maladie ;
- **1 titulaire à titre temporaire à temps plein, dont 12 périodes, en remplacement d'un titulaire nommé à titre définitif en congé pour effectuer un stage en qualité de directeur d'école, 8 périodes d'instituteur primaire, en remplacement d'un**

titulaire en congé de maladie, 2 périodes d'accompagnement personnalisé « AP » en P1-P2 et 2 périodes d'instituteur primaire en P3-P4 ;

- 1 **titulaire à titre temporaire à temps plein, dont 2 périodes d'accompagnement** personnalisé « AP » en P3-**P4 et 2 périodes d'adaptation en P5**-P6 ;
- **1** titulaire à titre temporaire, à raison de 10 périodes, à charge du PO ;
- 1 titulaire à titre temporair**e, à raison de 4 périodes d'aide, à charge du PO** ;
- 1 titulaire à titre temporaire, à raison de 6 périodes, à charge du PO ;
- 1 **titulaire maître d'éducation physique à titre définitif à raison de** 8 périodes hebdomadaires ;
- 1 **titulaire maître d'éducation ph**ysique à titre définitif à raison de 9 périodes hebdomadaires ;
- 1 titulaire maître de seconde langue : anglais à titre définitif à raison de 6 périodes hebdomadaires ;
- 1 titulaire maître de seconde langue : néerlandais à titre définitif à raison de 4 périodes hebdomadaires ;
- 1 titulaire maître de seconde langue : anglais, à raison de 6 périodes, à charge du PO ;
- 1 titulaire maître de philosophie et citoyenneté à titre définitif à raison de 8 périodes hebdomadaires (cours communs).

2. Dans <u>*les classes maternelles*</u>, les emplois sont tenus par :

- 1 titulaire nommé à titre définitif à temps plein, en interruption de carrière partielle **à raison d'un 1/5ième** temps**, chargée de 13 périodes d'institutrice maternelle et 8 périodes d'encadrement différencié** ;
- 1 titu**laire nommé à titre définitif à temps plein, en DPPR type 4 à raison d'un** 1/4ième temps ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif à temps plein ;
- 1 titulaire à titre temporaire à temps plein ;
- 1 titulaire à titre temporaire, à mi-temps, dont 5 périodes en **remplacement d'un titulaire nommé en IC partielle à raison d'1/5ième** temps ;
- 3 titulaires sous statut APE, à mi-temps, dont une en congé de maternité ;
- 1 titulaire sous statut APE, à mi-temps, en remplacement de la titulaire temporaire en congé de maternité ;
- 1 titulaire à titre temporaire avec 2 périodes FLA ;
- 1 **titulaire à titre temporaire, à raison de 7 périodes, dont 6 en remplacement d'un titulaire en DPPR à raison d'un 1/4ième** temps et 1 période FLA.

<u>Cours philosophiques</u>

- Cours de philosophie et citoyenneté : 7 périodes ;
- Cours de religion catholique : 7 périodes ;
- Cours de religion islamique : 4 périodes.

Education physique
Les périodes d'éducation physique dispensées aux élèves sont réparties comme suit : deux heures de gymnastique pour les élèves de la 1ère à la 6ème primaire. Nouveauté en 2024-2025 **: l'horaire hebdomadaire des élèves de P5 comprend** 3 **périodes d'éducation physique (cette augmentation ne modifie pas le volume** horaire total des élèves de P5).
En raison de la fermeture de nombreuses piscines en région liégeoise et des **difficultés d'accès à une piscine proche, les cours de natation en 1ère** et 2e primaires **ainsi qu'en maternelle, sont** actuellement **remplacés par des cours d'éducation** physique.

Ces périodes sont dispensées par :
- Madame Bollette : 8 périodes ;
- Madame Charbon : 9 périodes.

****

Encadrement différencié
Les implantations scolaires de Nessonvaux et de Prayon-Centre bénéficient respectivement de 10 et de 8 périodes complémentaires. Ces périodes sont utilisées **dans l'enseignement** primaire dans le groupe I et en maternelle dans le groupe II.

Education physique
Groupe I : 13 périodes (10 pour Mme Bollette – 3 pour Mme Charbon, qui preste également 4 périodes supplémentaires à charge du P.O.) ;
Groupe II : 17 périodes (8 pour Mme Bollette – 9 pour Mme Charbon).

Promotion du cours de secondes langues
Le cours de secondes langues est obligatoire. 18 périodes, générées par le nombre **d'élèves inscrits en 4ème** années et 5ème années le 15 janvier 2024, sont subsidiées.

Deux périodes hebdomadaires de langue moderne doivent être organisées de la 3ème à la 6ème primaire. Deux périodes sont octroyées et financées par tranche entamées de 23 élèves, en prenant en compte la population cumulée des P3-P4-P5-P6. Cela représente 8 périodes pour le groupe 1 et 10 périodes pour le groupe 2, soit 18 périodes.

La commune offre la possibilité aux parents de choisir entre l'anglais et le néerlandais pour leurs enfants. Elle prend 12 périodes de maître d'anglais à sa charge pour le permettre.

Promotion de la Santé à l'école
Le service de promotion de la santé à l'école a plusieurs missions. Il s'agit notamment de la promotion de la santé dans l'école et la promotion d'un environnement favorable à la santé à l'école. Ces équipes médicales assurent également le suivi de la santé globale des enfants, en réalisant des examens médicaux de base ou plus spécifiques, tels des vaccinations ou les rappels de celles-ci, selon le désir des parents. Il permet également

parfois de déceler certaines déficiences et réalise des animations ayant trait à la vue, **l'ouïe, le maintien, le poids, l'hygiène, la dentition des élèves.**

Classes de dépaysement
Organisés dans les deux groupes et financés en grande partie par l'Administration communale, ces séjours dans un autre pays ou dans une autre région, ont pour but de **permettre aux élèves du degré supérieur de toutes les implantations de l'entité de découvrir un milieu différent, d'autres mentalités, d'autres mœurs et d'être confrontés à** des situations nouvelles.
Ces classes de dépaysement permettent également de promouvoir des nouvelles relations sociales entre les élèves et les membres du personnel enseignant qui les accompagnent. En régime de mi-**temps pédagogique, l'enseignement y est orga**nisé à raison de 3h/jour et complété par des activités de plein air et sportives, par des visites pédagogiques et des découvertes de la nature.

Pour 2024-2025 :
- Les classes de neige se dérouleront à Bellevaux (France), du 11 au 18 janvier 2025. 47 **enfants sont susceptibles d'y participer.**
- **Les classes de sports auront lieu au Centre Adeps d'Arlon, du 31 mars au 4 avril 2025**. 38 **enfants sont susceptibles d'y participer.**

****

Périodes à charge du P.O. - Année scolaire 2024-2025

- Madame Justine DELHEZ : 4 périodes, du 01 au 18/10/2024 (institutrice primaire) ;
- Monsieur Julien MARVILLE : 6 périodes, du 26/08/2024 au 18/10/2024 (instituteur primaire) ;
- Madame Vanessa MELLONI : 10 périodes, du 26/08/2024 au 18/10/2024 (institutrice primaire) ;
- Madame Justine DELHEZ : 4 périodes, du 01 au 18/10/2024 (institutrice primaire) ;
- Madame Analyn AGCAOILI : 12 périodes, du 28/08/2024 au 04/07/2025 (maîtresse de seconde langue : anglais) ;
- Madame Caroline CHARBON, 4 périodes (2 pour la gym daspa et 2 pour la gym Nessonvaux), du 06/08/2024 au 04/07/2025, **(maîtresse d'éducation physique)**

VII PREVOYANCE SOCIALE

La composition du Conseil de l'Aide Sociale s'établit comme suit au 01/10/2020
Président : Monsieur Etienne VENDY, rue de Beaufays, 24/A à 4870 Trooz
Bourgmestre : Monsieur Fabien BELTRAN, rue de Verviers, 21/J à 4870 Trooz
Conseillers :
- Monsieur Nicolas HENRI, ruelle des Sortais, 1 à 4870 Trooz ;
- Madame Nancy FRAIKIN, rue du Boultay, 11 à 4870 Trooz ;
- Madame Yolande THIENPONT, rue du Vivier, 447 à 4870 Trooz ;
- **Monsieur Mike ADELAIN, rue Grand'rue, 135 à 4870 Trooz ;**
- Madame Isabelle BOTTERMAN, rue de Beaufays, 32/B à 4870 Trooz ;
- Madame Joelle HEUZE, rue de Verviers, 28 à 4870 Trooz ;
- Madame Colette JANSSEN, rue de Beaufays, 15 à 4870 Trooz ;
- Monsieur Guy MARTIN, rue Forêt-Village, 44 à 4870 Trooz.

FINANCES DU CPAS

Compte pour l'exercice 2023		
En recettes ordinaires	:	5.132.343,67 €
En dépenses ordinaires	:	4.879.611,23 €
	Boni	252.732,44 €
En recettes extraordinaires	:	146.923,70 €
En dépenses extraordinaires	:	146.923,70 €
	Boni	**0,00 €**
Participation financière de la commune		**1.280.000,00 €**
Budget pour l'année 2025		
En recettes ordinaires	:	3.665.904,32 €
En dépenses ordinaires	:	3.665.904,32 €
	Boni	**0,00 €**
En recettes extraordinaires	:	0,00 €
En dépenses extraordinaires	:	0,00 €
	Boni	**0,00 €**
Participation financière de la Commune		1.050.000,00 €

VIII PENSIONS ET ALLOCATIONS SOCIALES

- Le système est entièrement automatisé via internet et un programme spécial pour les pensions et les allocations handicapés.
- **Le système ne génère plus d'accusé de réception sauf pour le demandeur.**
- Il ne nous est pas possible de donner le nombre de dossiers traités.

IX CULTES

Subsides accordés à la Communauté philosophique confessionnelle ou aux cultes pour **l'exercice 20**22 :

Service ordinaire :

Paroisse Saint-Catherine de Forêt-Village : 73.000,00 **€**
Paroisse Saint-Gilles de Fraipont : 0,00 **€**
Paroisse Saint-Laurent de Prayon : 0,00 **€**
Paroisse Saint-**Jean l'Evangéliste de Beaufays** : 1.128,83 **€**
Paroisse Saint-Pierre à Nessonvaux **: 0,00 €**
Paroisse Saint-Monon à Goffontaine **: 0,00 €**
Maison de la Laïcité : 0,00 **€**
Co**mité d'Action Laïque de Trooz** : 0,00 **€**

X CULTURE

Spectacle(s) / Concert(s)

- **Un spectacle de Zidani dans la cour de l'école de Prayon le 3** août 2024
- Un concert de SaxoFun dans le Parc communal le 25 août 2024
- **Un concert de "Air Libre" le samedi 7 septembre 2024**

Expositions du Syndicat d'Initiative

- Néant

Activités / Manifestations

- **Organisation du Marché de Noël 2028** du 15 au 17 décembre 2023 à La Brouck.
- **Organisation de la chasse aux œufs** le 31 mars 2024 à Forêt
- **Journée « Les forges » organisée avec l'ASBL « D'une certaine gaieté »** le 20 avril 2024 sur le site de la Fenderie
- **Parcours d'artistes :** les 17,18, 19 et 20 mai 2024 : exposition collective à **Source'O'rama**, et découverte des artistes dans leurs ateliers.
- **FERMSTIVAL 2024 : Subside de 500 € pour l'organisation.**
- **Street art : Création d'un parcours streetart à Trooz. Pour l'instant 10 boites électriques RESA et deux murs publics (Hall sportif et mur d'enceinte** du FC Trooz)
- **Organisation d'une exposition photo** « Team éclair » du 4 au 20 juillet 2024 au Maka
- **Organisation de la 4e édition de Trooz active** le 25 août dans le parc communal.
- **Création des Mérites culturels** : 6 lauréats en 2024
- **Journées du Patrimoine**, thème de l'édition 2024 "Patrimoine pour tous " les 7 et 8 septembre 2024. Avec au programme : Exposition sur le thème de la signalisation routière, exposition et visite à l'église Sainte Catherine, exposition sur la reconstruction de Trooz, concert

XI JEUNESSE

I L'ACCUEIL Temps libre

L'aide aux devoirs et le Coin d'éveil

36 enfants ont fréquenté l'aide aux devoirs et 33 enfants le coin Eveil de septembre 2023 à juin 2024.
Ces deux activités se déroulent à l'espace 1000 mains.
Pour l'aide aux devoirs (0,50 € par séance) : les enfants font leurs devoirs dans un cadre convivial avec l'aide du personnel d'encadrement et ils participent également à des ateliers récréatifs et créatifs après les devoirs. Une garderie est assurée jusque 18 H 00.
Pour le Coin Eveil (min1,00 € par séance, max 3,00 €) : le mercredi après-midi, tous les enfants sont invités à participer à diverses activités ludiques, sportives, culturelles et récréatives Les activités suivantes ont été réalisées en 2023-2024 :
· Espace Trooz Fun (2x/mois, activités sportives, créatives, ludiques, jardinage, **cuisine, sous formes d'ateliers).**
· **balade (Berinzenne, Trooz, ...)**
· mini-golf
· cinéma
· théâtre jeune public (centres culturels de DISON,ANS et CHENEE)
· expositions à la gare des Guillemins (extramuros et Légo)
· théâtre de marionnettes
· plaines de jeux couvertes (Fun For Kids)
· activités « St Nicolas et Noël »
· **monde sauvage d'AYWAILLE**
· activité « contes », 1x/mois, en collaboration avec la bibliothèque communale

Ces **activités permettent à beaucoup d'enfants de découvrir des univers que les parents ne peuvent pas toujours offrir par faute de temps ou d'argent. Le déroulement** de ces activités sera identique pour le prochain exercice.
On a reçu un agrément jusqu'au 31/08/2029 pour cet opérateur et une subvention **complémentaire par l'ONE pour l'organisation de l'aide aux devoirs (7.500,92 € pour l'année 2022**-2023).

Psychomotricité

Des séances de psychomotricité, destinées aux enfants du niveau maternel (2,5 à 6 ans) ont lieu les lundis et mardis.
Une séance pour les « petits » de 18 mois à 2,5 ans a également été mise en place et se **déroule avec la participation active d'un parent les mardis.**
Au total, 3 séances sont organisées, chacune comptant +/- 8 enfants (normes **d'encadrement requises par l'ONE)**
Au total, 27 enfants différents inscrits.
Le prix d'une séance de psychomotricité est de 1,00 €.
Les séances de psychomotricité des lundis et mardis (sauf celle pour des bébés) sont **agréés et subsidiées par l'ONE (0,20 € par séance et par enfant) via le programme CLE** 2021-2026.

Accueils du soir et du mercredi après-midi

Les différents accueils communaux organisés sur le territoire en soirée (Prayon Centre, Péry, Fraipont communal et Nessonvaux) et le mercredi après-midi (école de Prayon centre et Nessonvaux) sont agréés **et subsidiés par l'ONE** (**0,20 € par garderie et par** enfant) via le programme CLE 2021-2026.
Le prix est de 1,00 € par mercredi après-midi et de 0,50 € pour les accueils du soir.

Centre de vacances

Printemps
Le Trooz Fun Club Printemps 2024 s'est déroulé du 29 avril au 10 mai 2024.
62 enfants différents (moyenne quotidienne de 36 enfants) encadrés par 6 moniteurs et 1 chef de plaines, les ont fréquentées.
Le prix s'élève à 35,00 € par semaine.
On a reçu un agrément dans le cadre du programme CLE pour cet opérateur et une **subvention par l'ONE pour les centres de vacances (3.714,38 € pour l'année 2023). L'agrément «** centre de vacances **» est valable jusqu'au 30 juin 2026.**

Eté
Le Trooz Fun **Club Eté 2024 s'est déroulé du 22 juillet au 9 août 2024.**
En moyenne 44 enfants par jour, encadrés par 6 moniteurs et 1 chef de plaines, les ont fréquentées.
Le prix des plaines s'élève à 35,00 € par semaine.
On a reçu un agrément dans le cadre du programme CLE pour cet opérateur et une **subvention par l'ONE pour les centres de vacances (3.714,38 € pour l'année 2023**). **L'agrément «** centre de vacances **» est valable jusqu'au 30 juin 2026.**

Stages de psychomotricité

Durant les congés scolaires (détente, printemps, été et automne), des stages de psychomotricité sont organisés. Ces stages sont destinés aux enfants de 3 ans à 6 ans. Chaque stage a accueilli en moyenne 16 enfants encadrés par des psychomotriciennes diplômées. Le prix de ces stages est fi**xé à 35,00 € la semaine. 4 semaines de stages ont eu lieu pendant l'année 2023**-2024.
La psychomotricité vise à favoriser le développement sensoriel, corporel, l'action et le rapport avec autrui comme bases de la construction de la personne humaine dans ses dimensions corporelle, intellectuelle et affective.
Plus concrètement, **il s'agira d'activités d'expression motrice, corporelle, de relaxation et de symbolisation du vécu corporel et émotionnel permettant à l'enfant de prendre** conscience de son schéma **corporel, de ses capacités d'expression.**
Les stages de psychomotricité sont agréés dans le cadre du programme CLE.

Stages Multisports

Des stages « multisports et découvertes » sont organisés durant les vacances scolaires pour les enfants du niveau prim**aire. Durant l'année 2024, 3 stages ont accueilli 24** enfants en moyenne par stage.
Le prix de ces stages s'élève à 35,00 € par semaine.
Les stages multisports sont agréés dans le cadre du programme CLE.

Partenariats

Des partenariats ont été créés **entre l'Echevinat de la jeunesse et cohésion sociale et** différents partenaires :

- Durant les vacances d'été (du 19 au 23 août 2024), des cours de remédiation scolaire sont organisés au profit des écoliers de la Commune durant les matinées (activités récréatives les après-midis). 9 enfants étaient inscrits en 2024 pour cette activité. Ils sont encadrés par 2 enseignants qui essaient de combler les lacunes de l'année écoulée et préparer au mieux la rentrée scolaire.

spécifiques Ados

Les Maisons de quartiers
L'espace 1000 mains* et *La Maison Higny

La Maison Higny a été transformée en Maison de quartier et a réouvert en septembre 2022.
L'ancienne Maison de l'emploi ayant été transformée en Maison de quartier et a ouvert également ses portes en septembre 2022.

Ainsi en 2023-2024, les éducateurs et leurs ados ont participé aux activités suivantes :

- Les ateliers sportifs au hall les lundis soir.
- Opération « été solidaire **» avec 10 engagements d'étudiants subsidiés** (rafraîchissement des sentiers de Trooz) en juillet 2024
- Activités durant les vacances scolaires (cinéma, escalade, patinoire, **balades à Ninglinspo et Berinzenne, parc d'attraction Bobbejaanland,** Alatag, Plopsaqua Hannut, grotte de Remouchamps, Tour de France féminin, Totémus (chasse aux trésors), Spaforest (accrobranche).

III Le Plan de COHESION SOCIALE

Plan de cohésion sociale :

L'Administration communale de Trooz adhère au Plan de cohésion sociale mis en place à l'initiative du Service public de Wallonie.
Ce Plan vise **à favoriser la cohésion sociale et l'accès effectif de tous aux droits** fondamentaux et au bien-être économique, social et culturel dans les communes wallonnes.
Via ce subventionnement, l'Administration communale de Trooz développe des actions sur le territoire entre 2020 et 2025.
Suite aux inondations, le PCS de Trooz a reçu une dérogation pour pouvoir ne pas mener **ses actions au profit d'actions liées à la gestion de la crise post**-inondation.
Le PCS de Trooz a repris ses actions de base en 2023-2024 à savoir :

1. Apprentissage de base/Prérequis : **favoriser l'acquisition de connaissances de base**

- **Soutien scolaire : apporter de l'aide à la réalisation des travaux scolaires (hors** subvention EDD' et hors cadre scolaire)

Le PCS a amené le soutien scolaire suivant :

- **Soutien scolaire à la Maison de quartier de l'Espace 1000 mains 3 fois/semaine**
- Soutien scolaire PCS de pré-rentrée : remédiation scolaire en août
- Soutien scolaire PCS Blocus pour les étudiants du secondaire ou du supérieur

2. Aide à l'orientation : Informer, aider à identifier son projet personnel et orienter vers les services adéquats

- **Salon de l'emploi virtuel :** Grace à un QR code imprimé sur des affiches, le public pouvait, en un clic, avoir accès à:
- aider à la rédaction de CV
- aider à la rédaction de lettres de motivation
- aide à la **simulation d'entretiens d'embauches**

3. Bon voisinage : favoriser le bon voisinage

- **Création d'un esprit de solidarité entre voisins : favoriser la rencontre et l'entraide** entre voisins
- Impulser des dynamiques visant à des actions solidaires au sein des quartiers défavorisés et/ou isolés avec comme acteurs de ce projet les citoyens, les associations locales, le médiateur de quartier et les éducateurs de rue en incitant les citoyens à des **rencontres entre voisins et des actions d'entraide** :

* rencontres : des repas, activités variées ou fêtes entre voisins au sein des quartiers (repas solidaires partagés, barbecues, petits déjeuners, spectacles de rue, animations **sur les plaines de jeux ...)** ou dans les Maisons de quartiers
* entraides : **de ces rencontres organisées pourront naître des actions d'entraide du** type : achats groupés, aide aux courses des seniors du quartier, ramassage des déchets **dans leurs quartiers, covoiturage, échange de savoirs,..**

4. Médiation (de quartier, interculturelle, ...) et résolution de conflits :

- prévenir les conflits et/ou intervenir en vue de leur apaisement.

5. Facilitation de l'accès au sport en tant que participant

Procurer un accès au sport en tant que participant pour des publics ciblés
Cette action aura aussi un rôle transversal avec l'aspect santé (lutte contre obésité-surpoids et lutte contre assuétudes).
Le PCS, en partenariat avec divers opérateurs mettra en place diverses activités **facilitant l'accès au sport.**

XII LOISIRS

Les organisations suivantes en faveur du 3ème âge, des handicapés, des mamans et des enfants ont été mises sur pied :

3ème âge

- Goûter des pensionnés **: présentation des activités de l'année** 2024 le 17/02/2024 : 167 participants
- Spectacle au Trianon de Liège 09/03/2024: 47 participants
- Vacances à Blankenberge - Hôtel Floréal Club du 14/06/2024 au 21/06/2024 : 104 participants.
- Séjour au Puy du Fou 25 au 28 septembre 2024 : 34 participants.

Handicapés

- Excursion d'un jour à Wégimont avec dîner, gouter et spectacle 31/03/2024 : 86 participants

Mamans

Fête des mamans, le 11 mai 2024 : 88 mamans ont été fêtées.

XIII URBANISME

Du 1/10/2023 au 30/09/2024 :

- **Permis d'urbanisme introduits** : 92
- **Nombre de permis d'urbanisme octroyés** : 42
- **Permis d'urbanisme en suisine** : 2
- Nombre de permis **d'urbanisme refusés** : 7
- **Nombre de permis toujours à l'étude** : 36
- Avis préalables : 46
- **Dérogations, modifications en vue de la délivrance des permis d'urbanisme** : 0
- Implantations : 17
- **Certificat d'urbanisme n° 2** : 2
- Projets de vente, division, donation, échange : 260
- Article D.IV.22 : 1
- Prorogation du délai de traitement des dossiers : 32
- **Irrecevabilité de permis d'urbanisme** : 2
- Permis annulé/abandonné : 2
- Avis Conseil communal : 0

Permis d'urbanisation :

- Nombre de modifications de permis de lotir octroyée : 0
- Nombre de demandes introduites : 1
- **Nombre de permis d'urbanisation octroyés** : 0
- Nombre de permis de lotir refusés : 1
- **Nombre de demandes toujours à l'étude** : 0
- Avis préalable : 1

Autres :

- Permis unique introduit : 0
- Permis unique octroyé : 0
- Permis unique refusé : 0
- **Permis d'environnement classe 2** : 1
- Déclarations de classe 3 : 28
- Certificats pour le cautionnement : 0

Infractions :

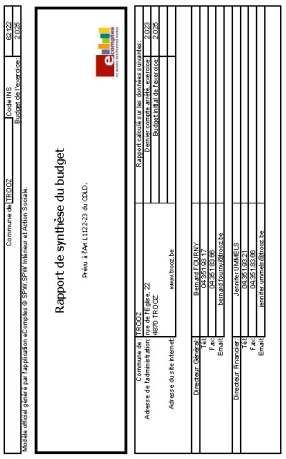
- 21 PV dressés à la demande du service
- 0 PV dressé directement par la police
- 40 dossiers en cours de traitement (courriers, rendez-**vous, analyse de dossiers,...)**
- 5 décisions du Collège
- 1 arrêt de chantier

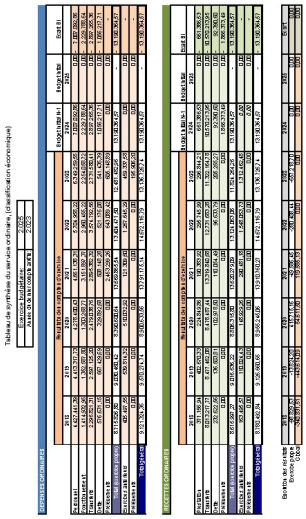
Insalubrité : 2 (demandes du CPAS)
Surpeuplement : 1 (demandes du CPAS)

Rapport établi en vertu de l'article L 1122-23 du Code
de la démocratie locale et de la décentralisation
BUDGET 2025

XIV FINANCES

Voir documents





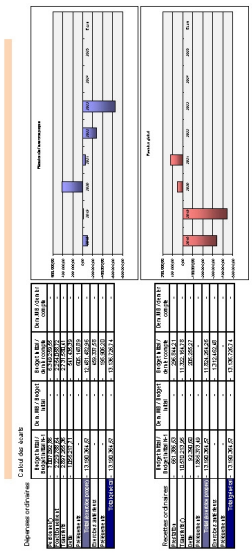


Tableau fonctionnel - Ordinaire.

Code	Chapitres fonctionnels	2024 Budget recette (*)	2024 Budget Dépense (*)	2024 Solde Budgétaire	2025 Budget recette (*)	2025 Budget Dépense (*)	2025 Solde Budgétaire
000	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
009	Recettes & dépenses générales	3.001.581,51	12.848,14	2.988.733,37	0,00	0,00	0,00
019	Dette générale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
029	Fonds	2.092.419,02	0,00	2.092.419,02	0,00	0,00	0,00
049	Impôts et Redevances	6.344.540,16	15.000,00	6.329.540,16	0,00	0,00	0,00
059	Assurances	10.000,00	96.000,00	-86.000,00	0,00	0,00	0,00
123	Administration générale	80.032,24	3.020.698,57	-2.940.666,33	0,00	0,00	0,00
129	Patrimoine privé	5.500,00	34.693,75	-29.193,75	0,00	0,00	0,00
139	Services généraux	0,00	946.758,85	-946.758,85	0,00	0,00	0,00
149	Calamités	314.000,00	424.250,00	-110.250,00	0,00	0,00	0,00
159	Relations avec l'étranger	0,00	2.500,00	-2.500,00	0,00	0,00	0,00
169	Aide aux pays en voie de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
369	Pompiers	5.946,85	342.904,90	-336.958,05	0,00	0,00	0,00
399	Justice - Police	0,00	1.067.616,48	-1.067.616,48	0,00	0,00	0,00
499	Communic. - Voirie - Cours D'eau	79.940,72	1.725.351,42	-1.645.410,70	0,00	0,00	0,00
599	Commerce - Industrie	206.294,63	64.630,00	141.664,63	0,00	0,00	0,00
699	Agriculture - Sylviculture	3.001,00	20.362,50	-17.361,50	0,00	0,00	0,00
729	Ens.gard(721) Ens.prim(722)	342.189,03	1.484.078,41	-1.141.889,38	0,00	0,00	0,00
739	Ens.sec(731) art(734),tech(735)	0,00	950,00	-950,00	0,00	0,00	0,00
749	Enseignement supérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
759	Enseignement pour handicapés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767	Bibliothèques publiques	900,00	125.986,06	-125.086,06	0,00	0,00	0,00
789	Education Popul. et Arts	345.946,77	1.041.298,52	-695.751,75	0,00	0,00	0,00
799	Cultes	0,00	13.565,19	-13.565,19	0,00	0,00	0,00
839	Sécurité et Assist. sociale	126.020,54	1.526.469,85	-1.400.449,31	0,00	0,00	0,00
849	Aide sociale et familiale	190.212,06	194.354,30	-4.142,24	0,00	0,00	0,00
869	Emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
872	Institutions de soins	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
874	Alimentation - Eau	0,00	24.000,00	-24.000,00	0,00	0,00	0,00
876	Désinfect.-Nett.-Immond.	200,00	539.440,18	-539.240,18	0,00	0,00	0,00
877	Eaux usées	0,00	36.452,85	-36.452,85	0,00	0,00	0,00
879	Cimetières-Protec.environ.	9.500,00	134.211,18	-124.711,18	0,00	0,00	0,00
939	Logement - Urbanisme	32.000,00	294.393,64	-262.393,64	0,00	0,00	0,00

Justification succincte des principaux facteurs d'écart (par rapport au budget initial N-1)

Dépenses ordinaires

Personnel	
Fonctionnement	
Transferts	
Dette	

Recettes ordinaires

Fiscalité	
Transferts	
Dette	

Tableau de synthèse du service extraordinaire (classification économique)

Exercice budgétaire	2025
Avec droit de tirage (oui/non)	2023

DEPENSES EXTRAORDINAIRES

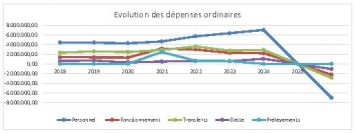
	Résultats des comptes d'exercice						Budget initial N-1	Budget initial	Ecart
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
Trésorerie	29.406,91	29.406,91	709.253,24	63.257,70	29.406,91	30.041,19	30.041,19	0,00	- 30.041,19
Investissements	1.163.209,85	287.343,61	12.060.157,73	1.629.815,25	940.623,85	5.905.194,27	71.951.243,28	0,00	- 71.951.243,28
Dette	48.983,04	48.983,04	48.983,04	48.983,04	48.983,04	414.390,23	48.983,04	0,00	- 48.983,04
Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104.674,17	0,00	0,00	-
Total dépenses propres	1.231.499,80	365.393,56	1.440.094,13	1.742.051,99	969.303,80	6.246.899,22	71.140.367,23	-	- 71.140.367,23
Remboursements	3.001.899,10	2.969.304,00	1.503.000,00	1.915.000,00	2.896.186,10	5.174.240,00	62.000,00	0,00	- 62.000,00
Participations	88.400,41	407.126,05	609,27	641.436,20	240.396,68	1.449.965,16	0,00	0,00	-
Total général	4.321.969,30	3.342.391,52	2.313.555,01	4.000.380,11	3.965.310,78	11.421.139,21	71.140.000,00	-	- 71.140.000,00
									-

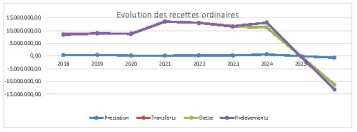
RECETTES EXTRAORDINAIRES

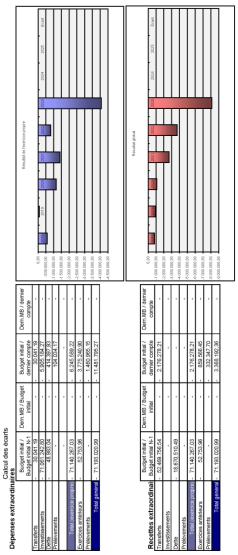
	Résultats des comptes d'exercice						Budget initial N-1	Budget initial	Ecart
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
Trésorerie	91.573,00	396.972,27	0,00	262.000,00	104.674,17	2.176.275,21	52.469.795,54	0,00	- 52.469.795,54
Investissements	0,00	1.600,00	0,00	24.630,00	1.811,49	0,00	0,00	0,00	-
Dette	550.397,63	0,00	274.264,10	53.700,49	0,00	0,00	18.670.510,46	0,00	- 18.670.510,46
Participations	0,00	-380.542,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Total recettes propres	641.970,63	298.430,00	274.264,10	340.330,49	106.845,66	2.176.275,21	71.140.307,23	-	- 71.140.307,23
Remboursements	2.222.396,10	2.080.742,26	1.896.536,03	661.785,40	51.000,00	886.566,43	62.792,77	0,00	- 62.792,77
Participations	143.269,30	115.263,47	44.193,91	629.830,22	98.920,97	359.347,70	-	0,00	-
Total général	3.007.766,73	2.414.430,16	2.215.000,02	1.631.947,26	256.863,76	3.368.192,36	71.140.000,00	-	- 71.140.000,00

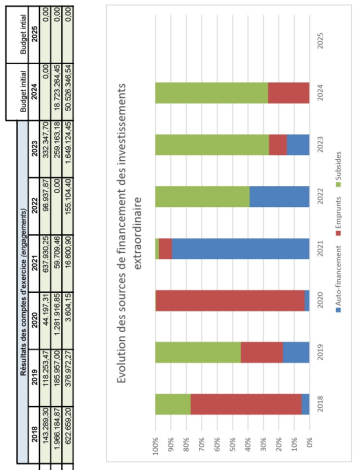
Recettes des ressources	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Ecart
Excédent propre	-280.730,13	-35.529,56	-1.174.554,66	-1.408.069,73	-862.806,38	-1.045.313,89	0,00	0,00	-
Global	-414.203,24	-927.960,92	-1.098.554,67	-2.368.450,85	-3.708.447,02	-8.052.946,85	0,00	0,00	-

Les principaux chiffres en graphiques ...









Rapport établi en vertu de l'article L 1122-23 du Code
de la démocratie locale et de la décentralisation
BUDGET 2025

XV MAISON DE L'EMPLOI

Voir documents

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
SPW Economie, Emploi, Recherche
Département de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
Place de la Wallonie, 1-Bâtiment II-4ème étage
5100 JAMBES (NAMUR)
Tél : 081/33.43.98
Fax : 081/33.43.22
E-mail : Isabelle.Rousseau@spw.wallonie.be

MAISON DE L'EMPLOI

RAPPORT D'ACTIVITES

ANNEE 2023

Cadre réservé à l'Administration

Maison de l'Emploi de : TROOZ / CHAUDFONTAINE

N° dossier : .....

Date de réception : .....

Formulaire à compléter en 1 exemplaire **signé en original** et à renvoyer à l'adresse ci-dessus pour le 30 juin 2024 au plus tard ainsi que par **courrier électronique aux adresses suivantes : isabelle.rousseau@spw.wallonie.be, olivier.demarcin@forem.be ; orfelia.francescutti@forem.be et michelbernard.ledewijk@forem.be.**

Ce formulaire peut être obtenu par courrier électronique sur demande ou sur le site internet de la Région wallonne : http://emploi.wallonie.be

1. Informations générales

1.1 Coordonnées

Maison de l'Emploi de : TROOZ / CHAUDFONTAINE

Adresse : Rue des Combattants 28, 4051 VAUX-SOUS-CHEVREMONT

Tél. : 04 /230.00.01

Télécopie :

E-mail : maisondelemploi.trooz@forem.be

Date d'ouverture : 28 mars 2022 (suite inondations en 07/2021)

Certifiée jusqu'au

1.2. Horaire d'ouverture

	Libre-service	Accès au service dans le cadre de l'accompagnement
Lundi		
Mardi	09h00 à 12h00	
		13h00 à 16h30
Mercredi		09h00 à 12h00
	13h30 à 16h00	
Jeudi		09h00 à 12h00
		13h00 à 16h30
Vendredi	09h00 à 12h00	
		13h00 à 16h30
Total hebdomadaire	8h30	16h30

1.3. Personnel

Personnel effectif de la Maison de l'Emploi mis à disposition par les partenaires de base (commune(s), Forem, CPAS)

Nom	Prenom	Fonction	Régime travail (formule en ETP)	Employeur	Remarques
PEREMANS	Olivier	Coordinateur		FOREM	Aussi responsable conseillers socio-professionnel Val Benoit
GRIGORE	Ionela Cristina	Conseillère	T. plein	FOREM	
BODSON	Véronique	Conseillère	4/5	FOREM	
		Assistant technique			
		Agent d'entretien			
		Autre(s)			

Total personnel Forem (ETP)	1,8
Total personnel commune(s) (ETP)	/
Total personnel CPAS (ETP)	/
Total général (ETP)	1,8

Présence ponctuelle de personnel mis à disposition de la Maison de l'Emploi par d'autres partenaires (MIRE, CEFO, ...)

Nom	Prenom	Fonction	H. / Semaine	Employeur	Remarques

2. Comité local restreint

2.1 Réunions

	Date	Thématiques traitées	Présence		
			CPAS	Commune	Forem
1	23/06/23	CAL : Fonctionnement de la MDE (RH et logistique) Rapport d'activités 2022	Travailleuse sociale en chef	Présidente CAL Représentant commune TROOZ	Responsable Equipe Représentant SRO
2					
3					
4					
5					

2.2 Commentaires

3. Comité local élargi et réunion de mise en réseau

3.1 Réunions

Type de réunion (PCS, plateformes, préparation salons, etc.)	Date	Assimilé au CAL	Thématiques traitées	Partenaires concernés présents			
				CPAS	Commune (s)	Forem	Autre à préciser
1. Réunion préparation projet	30/03	Non	Projet Territoire zéro chômeur Trooz / Chaudfontaine	X	X	X	
2. Séance d'informations destinée aux DE + animation	25/05	Non	Projet Territoire zéro chômeur Trooz / Chaudfontaine	X	X	X	
3. Réunion d'équipe CPAS	31/08	Non	- Le nouveau parcours d'insertion - Territoire Zéro Chômeur : les «	X		X	

Chaudfontaine			Ateliers de la Vesdre » - Le projet Envol (FSE)				
4.		oui/non*					
5.		oui/non*					

* *Biffer la mention inutile*

3.2 Commentaires

4. Offre de service de la Maison de l'Emploi

En 2023, la Maison de l'emploi a poursuivi la mise en œuvre de nouvelles modalités de travail spécifiques lié à l'Accompagnement Adapté (à distance et en présentiel).
L'accompagnement des demandeurs d'emploi se poursuit en adaptant les modalités de contacts, via des entretiens virtuels (Teams), des entretiens individuels en présentiel, selon les obligations liées à l'accompagnement Adapté, les besoins et les possibilités des personnes.
La délivrance de diverses attestations d'inscription reste prioritairement digitalisée, mais conscients de l'impact de ces changements pour nos usagers et des difficultés liées à la fracture numérique, les conseillères restent disponibles pour expliquer ce nouveau mode d'obtention de documents et soutenir les personnes dans l'utilisation de leur espace personnel. Ceci permet le maintien des droits des usagers, notamment en lien avec la perception des allocations d'insertion ou de chômage. En effet, ces attestations, auparavant remises en présentiel (sous format « papier ») aux personnes qui en effectuaient la demande auprès de la Maison de l'emploi, sont dorénavant envoyées par courrier postal et/ou accessibles via l'espace personnel sur le site Internet du Forem.

4.1 Dans l'espace ouvert en libre accès

L'espace accueil et 1ers conseils en libre accès

Le **conseil de 1ère ligne** garde toujours une place importante dans notre fonction et ce, par le 1er accueil et la présentation des différents espaces et des activités de la Maison de l'Emploi.
Les conseillères sont souvent sollicitées pour des renseignements administratifs ou des informations diverses concernant une offre d'emploi, un type, un lieu voire un choix de formations, mais aussi pour obtenir une aide dans l'utilisation des outils informatiques. Ces premiers conseils peuvent aboutir à une mise en relation avec un des partenaires de la Maison de l'Emploi (les agences d'intérim, l'Agence de Développement Local, ...) mais aussi à l'accompagnement vers les autres espaces de la Maison de l'Emploi.

L'espace technologique et logistique

3 ordinateurs sont à disposition du public avec un accès à Internet et Microsoft Office,
Cet espace est situé dans le même bureau que l'espace 1er conseil en libre-service. Ils permettent d'effectuer des recherches plus étendues sur les offres et les formations, ainsi que l'accès à une boîte « mail » pour réaliser des candidatures, des recherches sur des sites spécialisés, mais aussi de réaliser un CV en autonomie.
L'aide à la réalisation de CV et de lettre de motivation est réalisée sur rendez-vous.
Une imprimante est également mise à disposition pour la recherche concrète d'emploi.
Les demandeurs d'emploi viennent principalement pour chercher les offres qui correspondent à leur profil et leurs qualifications.

Si les conseillères reçoivent une demande d'initiation à l'informatique ou un perfectionnement, les utilisateurs sont adressés à des modules spécifiques au Qual Banning. Le demandeur d'emploi peut également bénéficier de conseils pour créer son profil en ligne sur le site du Forem
Il est donc important que l'utilisation de ces outils reste gratuite.

L'espace démarches administratives

Depuis le début de la crise sanitaire, les démarches administratives restent majoritairement réalisées à distance via l'adresse générique :

- la validation des démarches effectuées en ligne
- un contact téléphonique à la suite d'une demande spécifique
- la gestion de la permanence téléphonique aux horaires théoriques d'ouverture au minimum.

En 2023, les démarches administratives en présentielles (Inscription, (ré)inscription, délivrance d'attestation, changement d'adresse, passeport APE, A14, . .) continuent.
L'équipe de la Maison de l'Emploi continue à répondre aux demandes faites sur l'adresse générique de la Maison de l'Emploi ou par téléphone via une permanence téléphonique.
Ce service est également connu des organismes de payement des allocations de chômage et des opérateurs de formations pour diverses attestations (ex : vérification des dossiers d'inscriptions pour la réduction des droits d'inscriptions en promotion sociale). Ces attestations sont délivrées à distance comme les demandes transmises via l'adresse générique de la MDE.

4.2 En matière d'accompagnement individualisé

4.2.1 Prestations individuelles

Les conseillères réalisent des accompagnements individualisés dans le cadre de l'Accompagnement Adapté (Accompagnement socio-professionnel) pour le public local.
Tous les accompagnements pour les DE de la MDE ne peuvent être faits dans le bureau de la MDE de Vaux-sous-Chèvremont. Ils sont donc convoqués par d'autres conseillers au Qual Banning.

4.2.2 Prestations collectives

Ponctuellement, la MDE peut accueillir des groupes (écoles, stagiaires en formation) afin de présenter l'offre de services et d'assurer la visite de l'espace ouvert ou d'organiser des ateliers thématiques (cv, création d'un espace personnel sur le site du Forem...).
En 2023, il n'y a pas eu de demandes de partenaires mais l'offre de service est toujours possible

5. Caractéristiques du public[1]

Maisons de l'Emploi	Caractéristiques du public

[1] Source JobPass

Nombre total d'usagers (NOMINATIFS)		
Sexe		
Féminin	232	54,3 %
Masculin	195	45,7 %
TOTAL	**427**	**100,0 %**
Classes d'âge		
< 25 ans	74	17,3 %
25 à < 30 ans	72	16,9 %
30 à < 40 ans	97	22,7 %
40 à < 50 ans	100	23,4 %
50 ans et +	84	19,7 %
TOTAL	**427**	**100, 0%**
Niveau d'études		
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	59	13,8 %
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE INFERIEUR	146	34,2 %
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SUPERIEUR	121	28,3 %
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON UNIVERSITAIRE	69	16,2 %
ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE	32	7,5 %
Inconnu	0	0 %
TOTAL	**427**	**100,0 %**

3. Reporting des actions menées en 2023 au sein de la Maison de l'Emploi[2]

6.1 Consommation de service

Dispositif Maisons de l'Emploi	Synthèse des actions JOBPass

[2] Les activités liées à l'accompagnement des demandeurs d'emploi font partie intégrante de l'offre de service des Maisons de l'Emploi. Le reporting concernant celles-ci est en cours de développement

Période d'analyse du 2023-01 au 2023-12	Total 2023	%
Visites et bénéficiaires		
Nombre total de visites	**682**	***100,0 %***
Nombre de visites (ANONYMES)	70	*10,3 %*
Nombre de visites (NOMINATIVES)	612	*89,7 %*
Nombre de bénéficiaires NOMINATIFS	**427**	
Nombre moyen de visites / bénéficiaire nominatif	1,43	
Participants aux activités collectives		
Nombre total de participants aux activités collectives organisées par la MdE dont :		
Activités collectives animées par un conseiller MdE (hors PAC, Jobtonic) dont :		
Informations collectives		
Ateliers collectifs		
Activités collectives animées par un partenaire dont :		
Informations collectives		
Ateliers collectifs		
Actions d'entretiens individuels		
Nombre total d'entretiens organisés par la MdE dont :		
Entretiens animés par des conseillers MdE (hors PAC, Jobtonic) dont :	**216**	***100,0 %***
Entretiens individuels courts	1	*0,5 %*
Entretiens individuels	215	*99,5 %*
Entretiens animés par des partenaires dont :		
Entretiens individuels courts		
Entretiens individuels		

6.2. Synthèse des bénéficiaires

Dispositif Maisons de l'Emploi	Synthèse des Bénéficiaires JOBPass	
Période d'analyse du 2023-01 au 2023-12	Total 2023	%
Nombre de bénéficiaires NOMINATIFS		
Bénéficiaires d'activités collectives		
Nombre total de bénéficiaires d'activités collectives (hors PAC, Jobtonic) dont :		
Informations collectives		
Ateliers collectifs		
Bénéficiaires d'entretiens individuels		
Nombre total de bénéficiaires d'entretiens (hors PAC, Jobtonic) dont :	**216**	**100,0 %**
Entretiens individuels courts	1	0,5 %
Entretiens individuels	215	99,5 %
Ratios		
Ratio des bénéficiaires d'activités collectives sur le total des bénéficiaires (hors PAC, Jobtonic)		
Ratio des bénéficiaires d'entretiens sur le total des bénéficiaires (hors PAC, Jobtonic)		

Commentaires

7. Modalités de fonctionnement des antennes (si elles existent)

Activités dans les antennes

Nom de l'antenne :

Horaire des permanences	Lundi
	Mardi
	Mercredi
	Jeudi
	Vendredi
Total heures d'ouverture	

Nombre de conseillers mis à disposition par permanence :

Reporting :

	2022
Total visites	322
Total entretiens	143
Total participants à une activité collective	

8. **Locaux**

Nous avons toujours à notre disposition un local pour la réception des DE, partagé avec les assistantes sociales du CPAS de Vaux-sous-Chèvremont.
Nous avons aussi un bureau à l'étage, pour faire les entretiens individuels dans le cadre de l'accompagnement adapté.
Le personnel de l'accueil oriente vers les services du CPAS, mais aussi les demandeurs d'emploi qui souhaitent avoir accès à l'espace ouvert ou qui ont une convocation dans le cadre de l'Accompagnement Adapté.
Une difficulté rencontrée et partagée est qu'il y a parfois confusion entre le service rendu par les conseillères du CPAS et du Forem.
Avoir un seul bâtiment, une seule entrée, un seul accueil pour les 2 publics est parfois une difficulté de « pousser la porte » pour les bénéficiaires.

9. **Financement**

Il est impératif de compléter ces informations pour l'ensemble des partenaires constitutifs et donc de communiquer un total général de dépenses complet

Attention, la complétude des données de financement conditionne l'analyse du rapport.

Veuillez établir le budget de fonctionnement de la MdE pour l'année 2021 en mentionnant la part de chacun des partenaires. Il est indispensable de reprendre l'ensemble des dépenses découlant du fonctionnement de la MdE pour chacun des partenaires de base. Par exemple, si le bâtiment est occupé par d'autres services que la MdE, il y aura lieu de calculer les frais relatifs au loyer, assurance, eau, gaz, ...en fonction de la superficie occupée par la MdE. Si une personne du CPAS effectue une permanence, celle-ci se répercutera en frais de personnel au prorata du temps consacré à la MdE
ATTENTION : vu la nomenclature comptable du Forem, un tableau spécifique a été ajouté ci-dessous pour mieux correspondre aux postes de dépenses imputables au Forem.

	Commune(s)*	CPAS*	Autre* (à préciser)
Bâtiment			
Eau-gaz-électricité			
Téléphonie	1681,32		
Personnel			
Entretien			
Frais de déplacement			
Promotion			
Mobilier			
Fournitures			
Autres (à détailler)			
TOTAL			

**Merci d'indiquer la mention 'néant' lorsqu'il y a lieu*

Remarque : Si toutefois les communes et CPAS rencontrent des difficultés à identifier leurs interventions financières pour les différents postes repris dans le tableau ci-dessus, merci de bien vouloir y indiquer au minimum le montant total d'intervention pour chacun des partenaires.

	Forem
Rémunérations du personnel et charges sociales	140372,90
Frais de représentation, de déplacement et de transport	
Honoraires	
Frais de locaux, matériel et mobilier	
Frais de bureau, de publication et de publicité	
Annulation de créances autres prestations sociales	
Prise en charge des frais incombant	
Mobilier, matériel et machines (Entretien)	4,45
Téléphonie, internet	6362,54
TOTAL	146739,89

TOTAL GENERAL (Forem, CPAS et Commune(s))	**148421,21**

Explicitez le mode de gestion du budget :

Infrastructures ou autres services mis à la disposition et non évalués dans les tableaux ci-dessus :

Partenaire	Description de la mise à disposition

10. **Synthèse des fiches action (reprises en annexe) à destination du public de la MdE et prise en charge par des partenaires et/ou par le Forem**

Date	Public cible	Descriptif de l'action	Intervenant(s) (qui prend en charge l'action)*

**Veuillez mentionner dans ce tableau les actions prises en charge par des partenaires et également celles qui relèvent du Forem pour les actions hors accompagnement individualisé (par exemple permanence AS, etc.).*

11. **Plan d'actions pour l'exercice suivant**

Les défis pour notre Maison de l'Emploi seront pour 2024 :

- Déménagement et Aménagement d'un nouvel accueil, d'un local de réception de 1er conseil en libre d'accès et d'un espace technologique, de l'autre côté du bâtiment actuel.

- Avec l'aide d'un agent ART.60 .
  - Accompagner les usagers dans la transformation numérique du Forem et de la société
  - Expliquer l'intérêt et le fonctionnement de l'espace personnel du site du Forem
  - Encourager et aider la création et la publication de «CV » sur le site du Forem afin que les usagers soient visibles pour des employeurs potentiels
  - Evaluer les compétences numériques des usagers afin de proposer des initiations, des formations aux outils numériques aux personnes qui en ont besoin

- Poursuivre le partenariat avec les opérateurs de l'insertion socio-professionnelle de la région Ourthe Amblève (R.Q., CALIDIPOLE, SPOT, MIREL, adressage vers SMARTJOB (Quai Banning), ALE de TROOZ et CHAUDFONTAINE, Service Population des communes de TROOZ et CHAUDFONTAINE (adresses)

- Collaboration avec le centre de la Croix Rouge de Fraipont

- Continuer le partage d'informations, et se donner des pistes de projets professionnels avec les A.S. du service INSERTION du CPAS

- Continuer la promotion du projet « Territoire Zéro Chômeurs » - « Les Ateliers de la Vesdre »

Date d'approbation par le CAL : 21 / 06 / 2024

Nom et signature du Président du CAL

JUPRELLE I.

14- TABLEAU DE BORD PROSPECTIF 2025

Le Conseil communal,
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Attendu le tableau de bord prospectif tel que présenté en séance, reproduit partiellement ci-dessous :

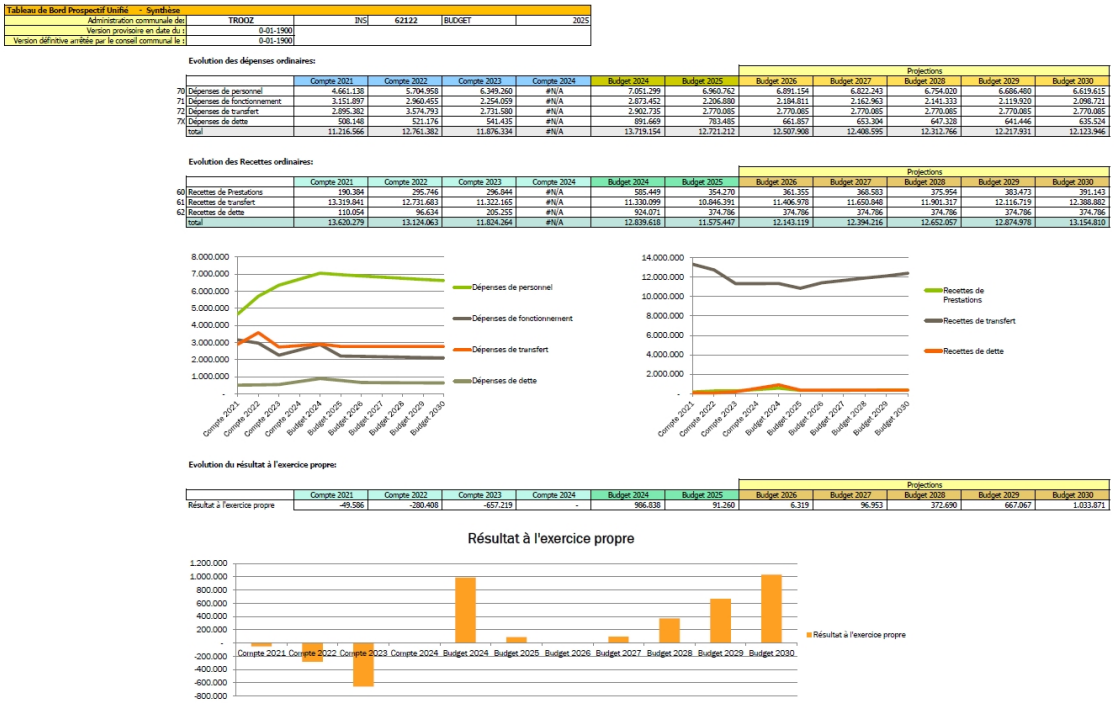


Tableau de Bord Prospectif Unifié - Synthèse					
Administration communale de:	TROOZ	INS	62122	BUDGET	2025
Version provisoire en date du :	0-01-1900				
Version définitive arrêtée par le conseil communal le :	0-01-1900				

Evolution des dépenses ordinaires:

		Compte 2021	Compte 2022	Compte 2023	Compte 2024	Budget 2024	Budget 2025	Projections Budget 2026	Budget 2027	Budget 2028	Budget 2029	Budget 2030
70	Dépenses de personnel	4.661.138	5.704.958	6.349.260	#N/A	7.051.299	6.960.762	6.891.154	6.822.243	6.754.020	6.686.480	6.619.615
71	Dépenses de fonctionnement	3.151.897	2.960.455	2.254.059	#N/A	2.673.452	2.206.880	2.184.811	2.162.963	2.141.333	2.119.920	2.098.721
72	Dépenses de transfert	2.895.382	3.574.793	2.731.580	#N/A	2.902.735	2.770.085	2.770.085	2.770.085	2.770.085	2.770.085	2.770.085
79	Dépenses de dette	508.148	521.176	541.435	#N/A	891.669	783.485	661.857	653.304	647.328	641.446	635.524
	total	11.216.566	12.761.382	11.876.334	#N/A	13.719.154	12.721.212	12.507.908	12.408.595	12.312.766	12.217.931	12.123.946

Evolution des Recettes ordinaires:

		Compte 2021	Compte 2022	Compte 2023	Compte 2024	Budget 2024	Budget 2025	Projections Budget 2026	Budget 2027	Budget 2028	Budget 2029	Budget 2030
60	Recettes de Prestations	190.384	295.746	296.844	#N/A	585.449	354.270	361.355	368.583	375.954	383.472	391.143
61	Recettes de transfert	13.319.841	12.731.683	11.322.165	#N/A	11.330.099	10.846.391	11.406.978	11.650.848	11.901.317	12.116.719	12.388.882
62	Recettes de dette	110.054	96.634	205.255	#N/A	924.071	374.786	374.786	374.786	374.786	374.786	374.786
	total	13.620.279	13.124.063	11.824.264	#N/A	12.839.618	11.575.447	12.143.119	12.394.216	12.652.057	12.874.978	13.154.810

Evolution du résultat à l'exercice propre:

	Compte 2021	Compte 2022	Compte 2023	Compte 2024	Budget 2024	Budget 2025	Projections Budget 2026	Budget 2027	Budget 2028	Budget 2029	Budget 2030
Résultat à l'exercice propre	-49.586	-280.408	-657.219	-	906.838	91.260	6.319	96.953	372.690	667.067	1.033.871

Après avoir entendu le Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18, d'approuver le tableau de bord prospectif.

15- RÈGLEMENT RELATIF À L'OCTROI DE PRIMES - EXERCICES 2025 À 2030

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, spécialement ses articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Considérant la Circulaire relative à l'élaboration des budgets des Communes de la Région wallonne pour l'année 2025 ;

Considérant qu'il est de tradition d'offrir différentes primes :

- aux membres du personnel communal à l'occasion de leur mariage ou pour leur fin de carrière (125,00 €) ;
- pour les Noces d'or, de Diamant et de Brillant aux habitants de la Commune (125,00 €) ;
- pour les naissances aux habitants de la Commune (75,00 €) ;

Considérant que la prime est octroyée à des fins d'intérêt local, régional ou général ;

Attendu que ces dépenses sont et seront prévues chaque année aux articles budgétaires 763/331-01 et 84401/331-01 ;

Considérant que le paiement de ces primes représente en tout une dépense de 36.000,00 € pour six années ;

Vu la communication du dossier à Madame la Directrice financière faite en date du 3 février 2025 conformément à l'article L1124-40, §1, 3° et 4° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'avis favorable, écrit et motivé, émis en date du 11 février 2025 auprès de Madame la Directrice financière, sous la référence LEG0786 : " *Le projet de délibération apparait conforme aux dispositions légales.* " ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18 :

Article 1er : La Commune de TROOZ octroie, à charge du budget communal ordinaire pour les exercices 2025 à 2030, une prime :

- Noces d'Or, de Diamant ou de Brillant aux habitants de la Commune (125,00 €) ;
- Fin de carrière aux membres du personnel Communal (125,00 €) ;
- Mariage aux membres du personnel Communal (125,00 €) ;
- Naissance aux habitants de la Commune (75,00 €).

Article 2 : Cette prime sera distribuée sous forme de chèques-commerce d'un montant de 10,00 € ou 15,00 €.

Article 3 : Ces dépenses seront imputées aux articles budgétaires 763/331-01 et 84401/331-01 de chaque exercice.

16- BUDGET COMMUNAL 2025

Le Conseil communal,

Vu la Constitution, spécialement ses articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30 et Première partie, livre III ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le Règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le rapport de la commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale ;

Vu la Circulaire de Monsieur le Ministre wallon du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville contenant les instructions relatives à l'élaboration des budgets des Communes de la Région wallonne pour l'année 2025 ;

Vu le projet de budget 2025 établi par le Collège communal ;

Vu la transmission du dossier à Madame la Directrice financière en date du 5 février 2025 ;

Vu l'avis émis en date du 5 février 2025 sous la référence LEG0788 par Madame la Directrice financière : " *Le budget 2025 se clôture avec un résultat de 0,00 €. L'équilibre n'a pu être atteint qu'en prélevant la somme de 1.237.025,02 € sur la provision qui avait été constituée durant les années antérieures. Les dépenses de personnel ont été considérablement augmentées depuis les inondations en vue d'assurer les nouvelles missions de la commune et la reconstruction. Malheureusement, la situation des finances communales se détériore et l'autonomie financière de la Commune deviendra à court et moyen terme de plus en plus difficile à maintenir si des mesures d'économies structurelles ne sont pas envisagées. A l'extraordinaire, après le souvenir des inondations, un programme de travaux liés à la reconstruction est inscrit de manière pluriannuelle afin d'échelonner l'évolution de l'endettement de la Commune.* " ;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Collège veillera également, en application de l'article L1122-23, §2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication du présent budget, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisation syndicales, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget ;

Attendu que le rapport annuel sur l'ensemble des synergies existantes et à développer entre la commune et le CPAS a bien été adopté conformément à l'article L1122-11 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Attendu que les prévisions pluriannuelles ont bien été transmises à la tutelle via l'application eComptes ;

Attendu que la Circulaire du 14 juin 2024, relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2025, précise qu' " à partir de 2025, le choix est donné à la commune soit de se maintenir dans le schéma de la balise d'emprunt, soit dans le schéma du respect des ratios de dette et de charges financières " ;

Attendu que le choix opéré pour l'exercice budgétaire 2025 est celui de conserver la mécanique de la balise d'emprunt ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique ;

DECIDE, par 14 voix pour, 3 voix contre (Monsieur JAMAGNE, Madame LAINERI et Monsieur MARTIN) et 1 abstention (Monsieur OLIVIER), le nombre total de votants étant de 18 :

Article 1er : d'arrêter, comme suit, le budget communal de l'exercice 2025 :

1. Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	**Service extraordinaire**
Recettes exercice proprement dit	**12.812.471,84**	**24.049.688,27**
Dépenses exercice proprement dit	**12.721.211,90**	**25.222.497,40**
Boni / Mali exercice proprement dit	**91.259,94**	**-1.172.809,13**
Recettes exercices antérieurs	**0,00**	**8.603,60**
Dépenses exercices antérieurs	**91.259,94**	**10.491,20**
Prélèvements en recettes	**0,00**	**1.177.595,13**
Prélèvements en dépenses	**0,00**	**2.898,40**
Recettes globales	**12.812.471,84**	**25.235.887,00**
Dépenses globales	**12.812.471,84**	**25.235.887,00**
Boni / Mali global	**0,00**	**0,00**

2. Tableau de synthèse (partie centrale)

2.1. Service ordinaire

Budget précédent	Après la dernière M.B.	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations

Prévisions des recettes globales	14.720.522,78	0,00	118.604,04	14.601.918,74
Prévisions des dépenses globales	14.000.712,30	601.206,44	0,00	14.601.918,74
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	719.810,48	-719.810,48	0,00	0,00

2.2. Service extraordinaire

Budget précédent	Après la dernière M.B.	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des recettes globales	80.616.911,93	0,00	0,00	80.616.911,93
Prévisions des dépenses globales	80.616.911,93	0,00	0,00	80.616.911,93
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	0,00	0,00	0,00	0,00

3. Montants des dotations issus du budget des entités consolidées:

	Dotations approuvées par l'autorité de tutelle
CPAS	1.050.000,00
Zone de police	1.188.572,73
Zone de secours	330.490,88
Fabrique d'église Beaufays	1.064,90

4. Budget participatif : oui à l'article 93027/12402 d'un montant de 20.000,00 €

Article 2 : De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et à Madame la Directrice financière.

17- COMMISSION CONSULTATIVE COMMUNALE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE MOBILITÉ (CCATM) - RENOUVELLEMENT COMPLET

Le Conseil communal,

Vu les articles D.I.7 à D.I.10 – R.I.10-1 à R.I.10-5 et R.I.12-6 du Code du Développement Territorial ;

Considérant que, suite aux élections communales du 13 octobre 2024, le Conseil communal a été renouvelé en date du 2 décembre 2024 ;

Considérant que l'article D.I.8 du CoDT dispose que le Conseil communal doit, dans les trois mois de son installation décider du renouvellement de sa commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) et en adopter son Règlement d'ordre intérieur ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18, de procéder au renouvellement complet de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire et de Mobilité (C.C.A.T.M.) et de charger le Collège communal de lancer un appel public aux candidats dans le mois de la présente décision de renouvellement de ladite Commission.

18- FABRIQUE D'EGLISE - ACCORD DE PRINCIPE SUR LA DÉLÉGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE AUX DIFFÉRENTES FABRIQUES D'EGLISES PRÉSENTE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE TROOZ POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX AUX DIFFÉRENTS BÂTIMENTS DU CULTE

Le Conseil communal,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 1, 12, 37 4°, 46, 92, 94 et 98, qui régit le rôle de la Fabrique en tant que gestionnaire légal des biens du culte ;

Vu la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu les inondations de juillet 2021 ayant endommagé parfois très lourdement les bâtiments du culte présents sur le territoire de la Commune, en particulier ceux des villages de La Brouck, de Nessonvaux et de Fraipont ;

Vu la réunion technique qui s'est tenue le 27 mai 2024, à laquelle ont participé des représentants de l'Eveché de Liège, dont Monsieur Philippe LAMALLE, Directeur du Service "Fabrique d'Eglise" au sein de l'Evêché, de même que Madame l'Echevine des Finances et Madame la Directrice financière de la Commune ;

Considérant que cette réunion fut l'occasion de rappeler certains principes, notamment le principe selon lequel la mission de gérer les bâtiments du culte appartient de droit à la Fabrique d'Eglise en vertu de textes légaux et règlementaires précités ;

Qu'en effet, l'article 1er du Décret impérial stipule que " *les Fabriques sont chargées de veiller à l'entretien et à la conservation des temples (...), d'administrer les biens (...)* " ;

Que l'article 37 stipule que " *les charges de la fabrique sont de veiller à l'entretien des églises, presbytères et cimetières et, en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique, de faire toutes diligences nécessaires pour qu'il soit pourvu aux réparations et reconstructions* " ;

Qu'au chapitre IV du Décret, « *des charges des communes relativement au culte* », l'article 95 du Décret impérial stipule que « *(...) il sera dressé le plus promptement possible un devis estimatif des réparations. Le préfet soumettra ce devis au conseil municipal, et sur avis, ordonnera, s'il y a lieu, que ces réparations soient faites aux frais de la commune, et en conséquence, qu'il soit procédé par le conseil municipal, à l'adjudication au rabais* » ;

Considérant qu'eu égard à cette qualité de gestionnaire légal des biens du culte de la Fabrique d'Eglise, de même qu'à la disponibilité limitée des agents communaux en charge des dossiers de reconstruction de la Commune, une délégation de la maitrise d'ouvrage des travaux de rénovation des bâtiments du culte à la Fabrique d'Eglise est apparue opportune ;

Vu le projet de convention réglant les relations de la Commune et de la Fabrique d'Eglise quant à cette délégation ;

Considérant qu'il y a lieu de valider le projet de Convention avant transmission à la Fabrique d'Eglise en vue d'organiser la délégation d'ouvrage qui lui sera confiée pour la conduite des travaux ;

Vu la demande d'avis de légalité transmise en date du 12 février 2025 à Madame la Directrice financière sous la référence LEG0794, sans réponse à ce jour ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18 :

Article 1er : d'approuver en son principe la délégation d'ouvrage à concéder par le Collège communal à la Fabrique d'Eglise pour la conduite des travaux de rénovation des bâtiments du cultes présents sur la Commune;

Article 2 : de marquer son accord sur les termes de la convention ci-après relative aux droits et obligations découlant de la délégation de maitrise d'ouvrage.

Commune de TROOZ

CONVENTION DE DELGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Entre, d'une part,

ENTRE

La Commune de Trooz, valablement représentée aux fins des présentes par son Bourgmestre, Monsieur Fabien BELTRAN, et son Directeur général Bernard FOURNY, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 17 février 2025.

Ci-après dénommée la « Commune » ;

ET

- **La Fabrique d'Eglise de PRAYON (pour l'Eglise Saint-Laurent à Prayon et Sainte-Thérèse à La Brouck)**
- **La Fabrique d'Eglise de FRAIPONT**,

Toutes deux représentées par Monsieur Michaël STIERNON, Président, domicilié rue du Nouveau Sart, 27, à 4050 NINANE.

Agissant en qualité de gestionnaires des Edifices du culte

Ci-après dénommées « les Fabriques » ;

Ci-après désignées ensemble « les Parties »,

PREAMBULE :

Vu les inondations de juillet 2021 ayant endommagé parfois très lourdement les bâtiments du culte présents sur le territoire de la Commune, en particulier ceux des villages de La Brouck, de Nessonvaux de Fraipont et de Prayon ;

Vu la réunion technique qui s'est tenue le 27 mai 2024, à laquelle ont participé des représentants de l'Evêché de Liège, dont Monsieur Philippe LAMALLE, Directeur du Service "Fabriques d'Eglises" au sein de l'Evêché, de même que Madame l'Echevine des Finances et Madame la Directrice financière de la Commune ;

Commune de TROOZ

Considérant que cette réunion fut l'occasion de rappeler certains principes, notamment le principe selon lequel la mission de gérer les bâtiments du culte appartient de droit à la Fabrique d'Eglise en vertu de textes légaux et règlementaires en vigueur ;

Qu'en effet, l'article 1er du Décret impérial stipule que *"les Fabriques sont chargées de veiller à l'entretien et à la conservation des temples (...), d'administrer les biens (...)"* ;

Que l'article 37 stipule que " *les charges de la Fabrique sont de veiller à l'entretien des églises, presbytères et cimetières et, en cas d'insuffisance des revenus de la Fabrique, de faire toutes diligences nécessaires pour qu'il soit pourvu aux réparations et reconstructions* " ;

Qu'au chapitre IV du Décret, « *des charges des communes relativement au culte* », l'article 95 du Décret impérial stipule que « (...) *il sera dressé le plus promptement possible un devis estimatif des réparations. Le préfet soumettra ce devis au conseil municipal, et sur avis, ordonnera, s'il y a lieu, que ces réparations soient faites aux frais de la commune, et en conséquence, qu'il soit procédé par le conseil municipal, à l'adjudication au rabais* ».

Considérant qu'eu égard à cette qualité de gestionnaire légal des biens du culte de la Fabrique d'Eglise, de même qu'à la disponibilité limitée des agents communaux en charge des dossiers de reconstruction de la Commune, une délégation de la maitrise d'ouvrage des travaux de rénovation des bâtiments du culte à la Fabrique d'Eglise apparait opportune.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La Commune délègue aux Fabriques la mission de réaliser un marché relatif à la désignation d'un bureau d'architecture (« l'Architecte ») en vue de la rénovation et de la réhabilitation des Eglises de Prayon (Saint-Laurent), de La Brouck (Sainte-Thérèse) et de Fraipont (Saint-Gilles) ; elle délègue également la maitrise de l'ouvrage pour la réalisation des travaux.

La mission des Fabriques consiste dans l'organisation et le suivi global des différents chantiers en s'adossant sur le bureau d'architecte désigné.

Le bureau d'architecte sera en charge de l'élaboration du projet, de la rédaction du cahier spécial des charges ainsi que de l'analyse des offres, du rapport amenant à la désignation de l'adjudicataire. La Fabrique désignera l'adjudicataire sur cette base. L'auteur de projet sera chargé du suivi des entrepreneurs et corps de métiers qui auront les travaux en charge.

Commune de TROOZ

Article 2 : Organisation du travail de l'Architecte

L'appel à soumission pour la désignation de l'Architecte couvrira l'ensemble des travaux listés dans le rapport établi par l'étude d'architecte « La Croisée », sauf travaux imprévus dont l'exécution se révèle impérative pour la sauvegarde des bâtiments en raison des inondations survenues en 2021.

La Fabrique pourra solliciter le support de la Commune pour aider à la rédaction de l'appel à soumission et le choix du mode de passation.

Les devis seront réceptionnés par l'ARCHITECTE, qui les analysera et établira un rapport destiné aux Fabriques, maîtres d'ouvrage.

Pour le cas où, en cours d'exécution du chantier, la réalisation de « travaux imprévus » tels que mentionnés au §1 s'avèrerait nécessaire à la sauvegarde des bâtiments, la Fabrique s'engage à en informer la Commune endéans les 8 jours calendaires de la prise de connaissance de ce fait ou de sa notification par l'entrepreneur général. Les circonstances sous-tendant cette demande seront communiquées à la Commune.

Article 3 : Obligations des Parties

La Commune s'engage à :

- Transmettre toute information et qui s'avèrerait nécessaire pour la réalisation du projet ;
- Mettre sur pied un « Comité de suivi » qui se réunira lors d'échéances-clés à définir ;
- Payer le subside convenu, soit sur les trois années 2025, 2026 et 2027 la somme de 470.000,00 € ;

La Fabrique s'engage à :

- Elaborer le cahier spécial des charges pour la désignation de l'Architecte, avec descriptif technique des besoins ;
- Lancer le marché visant à désigner l'Architecte qui sera en charge du projet de rénovation des édifices du culte tel qu'énoncé à l'article 1 de la présente Convention ;
- Organiser les réunions de contact avec le Comité de suivi dans le cadre du suivi de l'élaboration du projet ;
- Provoquer toutes autres réunions entre les différents intervenants, qu'elle estimera nécessaire au bon avancement du projet ;

Commune de TROOZ

- Etablir, après chaque réunion, un compte-rendu des décisions prises, qu'elle fera parvenir aux membres du Comité de suivi, et qui sera adopté lors de la réunion suivante ;

Article 4 : Rôle et composition du Comité de suivi

Le Comité de suivi se compose d'une équipe de membres de la Fabrique et de la Commune.

Chaque Partie désigne ses membres, qui seront au maximum au nombre de 4.

Son rôle consiste à contribuer à suivre l'élaboration du projet en tenant compte des besoins des parties prenantes et des usagers.

Les réunions du Comité de suivi sont organisées par la Fabrique. Un procès-verbal sera rédigé après chaque réunion par un représentant de la Fabrique.

Les décisions se prennent par consensus en présence d'au moins un représentant de chaque composante du Comité de suivi.

Le comité se réunira en fonction des besoins et difficultés rencontrées dans le déroulement du chantier.

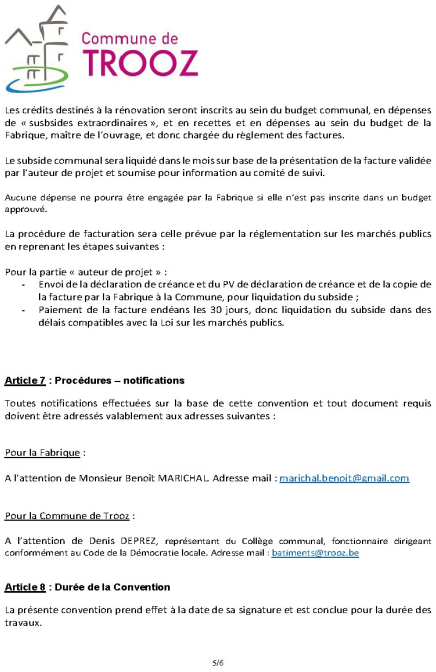
Avant facturation de chaque état d'avancement des travaux, une validation des travaux sera faite par l'architecte en présence d'au moins deux membres du Comité de suivi, soit un représentant de la Fabrique et un de la Commune.

Article 5 : Documents de marché

La Commune s'engage, par le biais de ses organes décisionnels, à prendre connaissance et à soumettre à ses organes (Collège des Bourgmestre et Echevins et Conseil communal selon la nature de la décision) pour information et/ou approbation les étapes de la procédure de passation et d'exécution du marché. S'il échet, la décision doit intervenir le plus rapidement possible, ou à défaut dans le mois qui suit la réception de l'acte à approuver.

Article 6 : Financement des travaux et facturation

Le coût du Projet de rénovation est intégralement à charge de la Commune.



Commune de TROOZ

Les crédits destinés à la rénovation seront inscrits au sein du budget communal, en dépenses de « susbsides extraordinaires », et en recettes et en dépenses au sein du budget de la Fabrique, maître de l'ouvrage, et donc chargée du règlement des factures.

Le subside communal sera liquidé dans le mois sur base de la présentation de la facture validée par l'auteur de projet et soumise pour information au comité de suivi.

Aucune dépense ne pourra être engagée par la Fabrique si elle n'est pas inscrite dans un budget approuvé.

La procédure de facturation sera celle prévue par la réglementation sur les marchés publics en reprenant les étapes suivantes :

Pour la partie « auteur de projet » :

- Envoi de la déclaration de créance et du PV de déclaration de créance et de la copie de la facture par la Fabrique à la Commune, pour liquidation du subside ;
- Paiement de la facture endéans les 30 jours, donc liquidation du subside dans des délais compatibles avec la Loi sur les marchés publics.

Article 7 : Procédures – notifications

Toutes notifications effectuées sur la base de cette convention et tout document requis doivent être adressés valablement aux adresses suivantes :

Pour la Fabrique :

A l'attention de Monsieur Benoît MARICHAL. Adresse mail : marichal.benoit@gmail.com

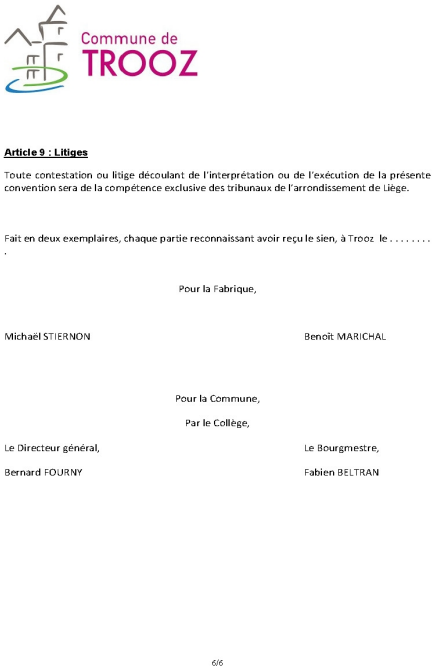
Pour la Commune de Trooz :

A l'attention de Denis DEPREZ, représentant du Collège communal, fonctionnaire dirigeant conformément au Code de la Démocratie locale. Adresse mail : batiments@trooz.be

Article 8 : Durée de la Convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature et est conclue pour la durée des travaux.

5/6



Commune de TROOZ

Article 9 : Litiges

Toute contestation ou litige découlant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement de Liège.

Fait en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien, à Trooz le . . . . . .

Pour la Fabrique,

Michaël STIERNON — Benoît MARICHAL

Pour la Commune,

Par le Collège,

Le Directeur général, — Le Bourgmestre,

Bernard FOURNY — Fabien BELTRAN

6/6

19- GREOVA ASBL - DÉSIGNATION DES MANDATAIRES/REPRÉSENTANTS APPELÉS À SIÉGER DANS LES INSTANCES ET/OU COMMISSIONS

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et en particulier l'article L1122-34, §2 indiquant que le Conseil communal nomme les membres de toutes les commissions qui concernent l'administration de la commune ainsi que les représentants du Conseil communal dans les intercommunales et dans les autres personnes morales dont la Commune est membre ;

Vu les statuts de l'asbl « Groupement Régional Économique Ourthe-Amblève » (GREOVA) coordonnés à la date du 15 juin 2023 ;

Vu le courrier du 25 octobre 2024 de l'asbl GREOVA nous demandant de désigner nos représentants dans ses différentes instances ;

Considérant qu'il s'indique de désigner nos représentants dans les différentes instances de l'association, à savoir :

- un mandataire désigné par le Conseil communal afin de siéger au Bureau exécutif, au Conseil d'administration et à l'assemblée générale ;
- un mandataire désigné par le Conseil communal (éventuellement le même) ainsi qu'un suppléant afin de siéger dans la Commission Tourisme qui se réunit généralement deux fois par an ;

Considérant qu'une réunion des instances était organisée le 6 février 2025, qu'il y avait dès lors urgence à procéder aux désignations ;

Vu la délibération du 27 janvier 2025 du Collège communal procédant aux dites désignations ;

RATIFIE, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18, la décision du Collège communal du 27 janvier 2025 désignant :

1- Joëlle DEGLIN, pour représenter la Commune de Trooz et siéger au sein du Bureau Exécutif, du Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale ;
2- Joëlle DEGLIN, pour représenter effectivement la Commune de Trooz et siéger au sein de la Commission Tourisme ;
3- Sébastien MARCQ, comme représentant suppléant de la Commune de Trooz au sein de la Commission Tourisme.

20- ETHIAS PENSION FUND OFP- DÉSIGNATION DE NOTRE REPRÉSENTANT(E) PERMANENT(E) À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale ;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2003 portant exécution de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale ;

Considérant que le Comité de Gestion des administrations provinciales et locales a décidé le 29 aout 2022 d'attribuer le marché public de services ayant pour objet « désignation d'une institution de retraite professionnelle pour des administrations provinciales et locales » à Ethias Pension Fund OFP conformément aux documents de marché applicables ;

Vu la décision du Conseil communal du 26 octobre 2022 d'adhérer à la centrale d'achat du Service fédéral des Pensions, en vue de la constitution d'un deuxième pilier de pension pour les agents contractuels ;

Vu la décision du Conseil communal du 26 octobre 2022 portant sur la définition des besoins et le recours à l'adjudicataire de l'accord-cadre passé par la centrale du SFP, en l'occurrence Ethias Pension Fund ;

Considérant que dans le cadre de l'adhésion à Ethias Pension Fund, un représentant permanent à l'assemblée générale doit être désigné ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18, de désigner Fabien BELTRAN, en qualité de représentant de notre Commune à l'Assemblée générale d'Ethias Pension Fund.

29- PLAN COMMUNAL DE DÉVELOPPEMENT RURAL - RATIFICATION DE LA NOUVELLE CONVENTION FAISABILITÉ DU SPW-DR RELATIVE À LA FICHE-PROJET DU PCDR 1.4 FLORÉAL DU PCDR "FRAIPONT, RÉNOVER ET AMÉNAGER LA SALLE FLORÉAL EN ESPACE DE RENCONTRES DESTINÉ À LA VIE CITOYENNE ET ASSOCIATIVE".

Le Conseil communal,

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant la décision du Conseil Communal du 31 mai 2010 de valider le principe de l'élaboration d'un Programme Communal de Développement Rural (PCDR) ;

Considérant l'approbation du Programme Communal de Développement Rural

par la Commission Locale de Développement Rural en date du 15 avril 2020 ;

Vu les délibérations du Conseil communal du 22 juin 2020 décidant de valider le dossier de Programme Communal de Développement Rural (PCDR) ;

Considérant qu'en septembre 2022, la fiche-projet 1.4 du PCDR "FRAIPONT, Rénover et aménager la salle Floréal en espace de rencontres destiné à la vie citoyenne et associative" a été activée par le SPW - Développement rural (DDR) sur un trop faible montant pour un total ;

Considérant que le bureau d'études IGRETEC désigné comme auteur de projet de la Fiche PCDR 1.4 du PCDR "FRAIPONT, Rénover et aménager la salle Floréal en espace de rencontres destiné à la vie citoyenne et associative" a mis à jour l'estimatif des travaux ;

Considérant que la Fiche du PCDR pour laquelle une convention faisabilité avait été établie avait été sous-évaluée (omission de postes avant 2022, augmentation de prix de la construction, intégration de postes imprévus (désamiantage...) afin de s'en prémunir au besoin...) ;

Considérant que consécutivement l'estimatif actualisé par IGRETEC a été très fortement majoré illustrant des nouveaux frais importants à charge de la commune ;

Considérant qu'en date du 20 janvier 2025, le Conseil communal de TROOZ a décidé :

« Art. 1. De ratifier l'annulation de la convention faisabilité actuelle (notifiée le 26 septembre 2022) et relative à la fiche projet PCDR 1.4 du PCDR "FRAIPONT, Rénover et aménager la salle Floréal en espace de rencontres destiné à la vie citoyenne et associative" ;

Art. 2. De solliciter Madame Franck du SPW-Développement rural afin qu'elle établisse et transmette au Conseil communal de TROOZ, avant la séance de février ou du début du mois de mars 2025, une nouvelle proposition de convention faisabilité pour la fiche projet susmentionnée en regard du projet et de l'estimatif réalisé par IGRETEC ;

Art.3. De soumettre aux membres du Conseil communal, pour validation, à la séance de février ou au plus tard de début mars 2025, la nouvelle convention faisabilité qui sera transmise à Madame Franck du SPW-Développement rural ;

Art.4. De transmettre un dossier complet comportant les deux délibérations du Conseil communal (janvier et mars) au SPW-DR au plus tard le 14 mars, et ce afin que la convention à relancer passe bien le 1er avril 2025 comme escompté ».

Considérant la nouvelle proposition de convention faisabilité transmise par Madame Franck du SPW-Développement rural le 11 février 2025 ;

Considérant que cette nouvelle convention faisabilité correspond à l'estimation du projet actualisé par IGRETEC ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE par 17 voix pour, 1 voix contre (Monsieur JAMAGNE) et 0 abstention, le nombre de votants étant de 18 :

Article 1er : De soumettre aux membres du Conseil communal, la nouvelle convention faisabilité transmise à Madame Franck du SPW-Développement rural le 11 février 2025.

Article 2 : De valider la nouvelle convention faisabilité sus-mentionnée.

Article 3 : De transmettre un dossier complet comportant les deux délibérations du Conseil communal (janvier et février) et la nouvelle convention faisabilité signée par Monsieur le Directeur général et Monsieur le Bourgmestre au SPW-DR au plus tard le 14 mars 2025, et ce afin que la convention à relancer passe bien le 1er avril 2025 comme escompté.

Wallonie service public
SPW

DÉVELOPPEMENT RURAL

COMMUNE DE TROOZ

CONVENTION-FAISABILITE

RÉFÉRENCE PROJET : 62122-1-04

ENTRE

la Région wallonne, représentée par Madame Anne-Catherine DALCQ, Ministre de la Ruralité ayant le Développement rural dans ses attributions, dont l'Administration compétente pour l'application de la présente convention est la Direction du Développement rural du Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement,

ci-après dénommés la Région wallonne, la Ministre et l'Administration, de première part,

Et

la Commune de TROOZ représentée par son Collège communal, ci-après dénommée la Commune, de seconde part,

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 2014 portant exécution du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 03 juin 2021 approuvant le programme communal de développement rural de la commune de TROOZ ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2021 relatif à l'octroi de subvention par voie de convention pour la réalisation des projets inscrits dans des programmes communaux de développement rural (PCDR) ;

Vu la Circulaire ministérielle du 10 septembre 2021 relative à la mise en œuvre des programmes communaux de développement rural (PCDR) ;

IL A ETE CONVENU:

Article 1er - Objet de la convention

La Région wallonne réserve aux conditions de la présente convention, une subvention, d'une part, participant au financement des acquisitions éventuelles et d'autre part, sous forme de provision, contribuant aux premiers frais d'étude du programme des travaux repris à l'article 12.

Cette subvention est allouée à la Commune dans la mesure où les acquisitions et travaux concernés ne sont pas pris en charge par la Région wallonne en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires.

Article 2 - Affectations

Les immeubles acquis ou qui font l'objet de travaux doivent porter, notamment, sur les objets suivants :

1. la promotion, la création et le soutien de l'emploi ou d'activités économiques dont les ateliers ruraux ;
2. l'amélioration et la création de services et d'équipement à l'usage de la population ;
3. la rénovation, la création et la promotion de l'habitat ;
4. l'aménagement et la création d'espaces publics, de maisons de village et d'autres lieux d'accueil, d'information, de rencontre, de maisons rurales et de maisons multiservices ;
5. la protection, l'amélioration et la mise en valeur du cadre et du milieu de vie en ce compris le patrimoine bâti et naturel ;
6. l'aménagement et la création de voiries et de moyens de transport et communication d'intérêt communal ;
7. la réalisation d'opérations foncières ;
8. l'aménagement et la rénovation d'infrastructures et équipements visant le développement touristique, l'énergie ou la cohésion sociale.

Article 3 - Cession de droits immobiliers

La Commune peut, par une convention préalablement approuvée par la Ministre louer les immeubles acquis, rénovés ou construits, ou établir sur eux des droits réels démembrés.

La convention est réputée approuvée si la Ministre ne s'est pas prononcée dans les deux mois de la réception de la demande d'approbation.
La Commune peut solliciter de la Ministre l'autorisation de céder la propriété d'un immeuble acquis, rénové ou construit à l'aide des subventions de développement rural.

Elle soumet à l'approbation de la Ministre la convention de vente qui devra préciser l'affectation du bien, les conditions de son utilisation, les travaux éventuels de construction ou de rénovation qui doivent être exécutés ainsi que les délais dans lesquels ceux-ci doivent être accomplis. Ces obligations doivent être imposées à l'acquéreur.

En cas d'aliénation à la Région wallonne d'un immeuble acquis, rénové ou construit à l'aide de subventions de développement rural, le prix est diminué du montant de la subvention affectée à ce bien, adapté depuis sa liquidation en fonction de l'évolution de l'indice ABEX.

Article 4 - Achat de biens immobiliers

La Commune fait procéder à l'établissement de tout plan d'aménagement du périmètre concerné, de tout plan d'expropriation nécessaire et autres actes requis par la loi.

Les estimations de la valeur des immeubles sont réalisées conformément à l'article 17 du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural.

En ce qui concerne les immeubles bâtis, les estimations seront ventilées de façon à faire apparaître distinctement la valeur du terrain et celle du bâtiment, ainsi que le montant des indemnités éventuelles.

Les acquisitions sont réalisées à l'initiative de la Commune. Les actes sont passés à l'intervention du Bourgmestre, du Comité d'Acquisition d'Immeubles du ressort, ou devant Notaire.

La procédure d'expropriation d'extrême urgence déterminée par la loi du 26 juillet 1962 pourra être appliquée.

Article 5 - Exécution des travaux

Les études et travaux sont soumis au régime en vigueur pour les marchés publics. Les adjudicataires sont désignés par la Commune. Sur rapport motivé, la Commune peut avoir recours à la procédure des travaux en régie.

Les documents d'avant-projet sont soumis à l'accord technique préalable de l'Administration.

Les cahiers des charges et documents de base d'adjudication, de même que la désignation des adjudicataires sont soumis à l'accord préalable de la Ministre.

Les réceptions provisoires sont délivrées avec l'accord de l'Administration. Cet accord ne préjuge en rien de la part contributive de la Région wallonne.

La Commune est tenue de prendre toutes mesures conservatoires utiles à l'égard des bâtiments à réhabiliter. Les travaux de préservation des immeubles acquis pourront être pris en considération pour le calcul de la subvention, pour autant qu'ils revêtent un caractère définitif et qu'ils soient entamés dans les 6 mois de la conclusion de la présente convention, ou de l'entrée en possession des biens.

Article 6 – Délai et validité de la convention

Le délai pour le dépôt du dossier de projet définitif à l'Administration sera de 24 mois à partir de la notification de la présente convention. Le même délai est d'application pour la réalisation des acquisitions. A la demande expresse et motivée de la Commune, la Ministre peut décider **de proroger ce délai d'une période unique de 12 mois.** Ce délai, éventuellement prorogé selon **les dispositions telle qu'indiquées, se doit d'être respecté. S'il ne l'est pas, la Ministre peut décider d'annuler la convention.**

Article 7 - Subventions

7.1. Etude des travaux

La provision participant aux premiers **frais d'étude** du projet est fixée à 20.000 euros.

Après approbation du projet définitif, un montant correspondant au maximum à cette provision pourra être versé sur base des pièces justificatives comptables correspondant **aux versements effectués par la Commune en faveur de l'auteur de projet et sur présentation du dossier d'attribution du marché d'auteur de projet. Ce montant sera** calculé au taux de maximum 80% du total des factures approuvées.

En cas d'abandon unilatéral, sans aucune justification dans le chef de la Commune, du projet faisant l'objet de la convention–faisabilité, les subsides et provisions versés **jusqu'alors seront remboursés par la Commune. Cette dernière mesure est destinée à éviter la réalisation d'études et d'acquisitions non suivies de l'exécution des travaux** attendus.

7.2. Acquisitions

7.2.1. La subvention de la Région wallonne est fixée à maximum 60% du coût réel de l'acquisition (frais légaux et taxes compris). Si le prix d'achat dépasse le montant de **l'estimation telle que définie à l'article 17 alinéa 2 du décret du 11 avril 2014 relatif au** développement rural, la subvention sera limitée à maximum 60% de la valeur estimée (indemnités comprises) majorée des frais éventuels.

7.2.2. La subvention est liquidée sur présentation de 2 copies certifiées conformes de l'acte authentique d'acquisition et des rapports d'estimation.

Article 8 - Dispositions légales

Le chapitre V de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, est applicable à la présente convention.

La Commune s'engage à respecter scrupuleusement les dispositions légales relatives aux marchés publics, à faire exécuter et à surveiller consciencieusement les études et travaux de **manière à éviter les retards ou surcoûts inutiles et enfin à poursuivre l'opération de développement rural jusqu'à son terme dans la mesure où les crédits lui sont alloués par la** Région wallonne.

A défaut, pour la Commune de respecter les obligations mises à sa charge en exécution de la présente convention et du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural, Madame la Ministre ayant le développement rural dans ses attributions, sur proposi**tion de l'Administration** se réserve le droit de ne pas libérer ou de récupérer tout ou partie du montant des subsides **alloués, adapté en fonction de l'indice des prix à la consommation.**

Madame la Ministre ayant le développement rural dans ses attributions, sur proposition de **l'Administration, pourra notamment exiger, après un délai de 5 ans, le remboursement des sommes liquidées pour l'acquisition des biens qui n'ont pas fait l'objet de** travaux, sauf si ceux-**ci n'ont pu être exécutés du fait de la Région wallonne.**

Article 9 - Comptabilité

La Commune tiendra une comptabilité des recettes et des dépenses du projet dans un registre distinct ou dans une section distincte de sa comptabilité budgétaire.

En cas de vente d'un bien, les subventions perçues sur celui-ci seront affectées à la poursuite de l'opération conformément à l'article 21 du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural. A défaut d'affectation dans un délai d'un an à dater de l'acte de vente, la Commune remboursera à la Région wallonne la part de subvention afférente à l'immeuble cédé.

Un pourcentage des bénéfices du projet équivalent à celui du taux effectif de la subvention accordée sera affecté **pour financer d'autres projets du PCDR,** conformément à l'article 21 du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural. Les sommes non affectées dans un délai d'un an seront versées à la Région wallonne.

Par bénéfice, il faut entendre les recettes brutes (loyers, droits réels membrés ou démembrés) diminuées des coûts d'entretien et de grosses réparations des immeubles concernés.

Article 10 - Rapport et bilan

Conformément à l'article 24 du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural, la Commune établit un rapport annuel sur l'état d'avancement de l'opération de développement rural et adresse ce rapport avant le 31 mars de l'année qui suit à l'Administration ainsi **qu'au** Pôle Aménagement du territoire.

Le rapport en cause mentionne notamment :

- Les états d'avancement financiers des acquisitions et travaux réalisés au cours de l'année (factures payées, subsides reçus) ;
- La situation du patrimoine acquis et/ou rénovés avec les subventions de développement rural ;
- Le relevé des recettes provenant de la location des immeubles cités ci-dessus ;
- Le produit des ventes de biens acquis, construits ou rénovés avec des subventions de développement rural ;
- **Des propositions de réaffectation des recettes et produits sur base d'une** déclaration **sur l'honneur de la Commune.**

Des informations complémentaires à propos du rapport annuel sont disponibles sur le Portail **de l'Agriculture wallonne, à la** page https://agriculture.wallonie.be/rapport-annuel

Article 11 - Commission locale

La Commune est tenue d'informer et de consulter régulièrement la Commission locale de développement rural instituée en application des articles 5 et 6 du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural. L'Administration sera invitée aux réunions de la Commission.

Article 12 - Programme

Le programme global de réalisation relatif à cette convention-faisabilité porte sur le projet suivant :

Projet 62122-1-04 : Rénover et aménager la salle Floréal à Fraipont en espace de rencontres destiné à la vie citoyenne et associative.

Selon les dispositions de l'article 2 de l'Arrêté ministériel du 10 septembre 2021, les taux et plafonds de ce projet relèvent de la catégorie n°1 « Bâtiments de services ».

Suivant une première estimation **le programme des travaux et l'intervention du** Développement **rural s'évaluent comme suit** :

Projet 62122-1-04 **: Rénover et aménager la salle Floréal en espace de rencontres destiné à la vie citoyenne et associative** *Catégorie 1*	TOTAL	PART DEVELOPPEMENT RURAL		PART COMMUNALE	
Travaux (DR à 80%)	**850.000,00 €**	80%	**680.000,00 €**	20%	170.000,00 €
Plafond cat 1 atteint =>					
Travaux (Hors DR)	167.908,95 €	0%	**0,00 €**	100%	167.908,95 €
Honoraires à 14,85% (Hors DR)	151.159,48 €	0%	**0,00 €**	100%	151.159,48€
TOTAL EURO (TFC)	**1.169.068,43 €**		**680.000,00 €**		489.068,43 €

Le coût global est estimé à 1.169.068,43 **€.**

Le montant global plafonné de la subvention est de 680.000,00 **€**.

La provision est fixée à 20.000,00 **€**.

En annexe et faisant partie intégrante de la présente convention figurent le programme financier relatif à cette provision, la fiche projet 1.4 référencée 62122-1-04 et ses annexes.

Fait en double exemplaire à NAMUR, le

POUR LA COMMUNE :		**POUR LA REGION WALLONNE :**
Le Directeur Général,	**Le Bourgmestre,**	**La Ministre de la Ruralité**
Bernard FOURNY	**Fabien BELTRAN**	**Anne-Catherine DALCQ**

Monsieur le Président clôt la séance à 20h45.

Par le Conseil,

Le Directeur général, Le Bourgmestre,

sceau

Bernard FOURNY *Fabien BELTRAN*